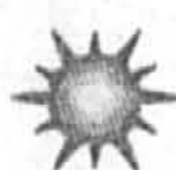


7050 JEAN-TALON  
EST PRÈS DES GALERIES D'ANJOU  
352-1010  
LA HAUTE  
TECHNOLOGIE  
Nikon  
POUR VOS  
LUNETTES

La Presse  
LE PLUS GRAND QUOTIDIEN FRANÇAIS D'AMÉRIQUE

GUESS  
GUESS  
JEANS

Météo



Ensoleillé,  
températures fraîches  
max 15 / min 2  
page S 16

Actualités

Santé: pas de  
ticket modérateur,  
promet Rochon  
page A 5

Sports



Une visite guidée du  
nouveau Forum  
page S 4

Girerd

KEANE A  
BERLITZ

TANT QU'À FAIRE,  
QU'ON LES Y ENVOIE  
TOUS... ÇA FRA PAS  
D'TORT!



Index

Annonces classées	
- immobilier	B10-B11
- marchandises	B11, C7
- emplois	C7-C8
- automobile	C8 à C10
- propositions d'affaires	C10
Arts et spectacles	
- horaires-spectacles	B8
- télé-horaires	B7
Avis légaux	C10
Bandes dessinées	C9
Bridge	C8
Décès	C11
Économie	C1 à C6
Éditorial	B2
Êtes-vous observateur?	B10
Horoscope	C8
Le monde	B12
Loteries	A10
Mots croisés	B11
Mot mystère	C7
Politique	B1, B4
Tabloïd Sports	
- Michel Marois	S7

# Le dollar canadien en chute libre

## Notre devise subit les mêmes assauts que lors du référendum de 1992

MAURICE JANVARD

Le dollar canadien continue sa glissade spectaculaire alors que le marché des devises est complètement secoué par la fièvre référendaire.

Le huard a perdu 56 centièmes pour finir la journée à 73,08 cents américains. Depuis le déclenchement de la campagne référendaire, la semaine dernière, la devise canadienne a perdu près de deux cents.

« On peut commencer à parler de crise », a déclaré M. François Dupuis, un économiste du Mouvement Desjardins qui suit de près les marchés monétaires. « On assiste à de la spéculation. Les marchés sont très nerveux. On entend

des rumeurs de toutes sortes, souvent farfelues », précise-t-il. Une rumeur disait qu'un sondage publié aujourd'hui donnerait le OUI gagnant par une bonne majorité, ce qui fut démenti plus tard. « Seul un sondage donnant une victoire du NON pourra calmer les marchés », lance le représentant de Desjardins.

Selon un relevé effectué par La Presse, la chute actuelle du dollar ressemble en tous points à l'expérience vécue à l'automne 1992 durant le référendum portant sur l'accord de Charlottetown. Au cours de cette période, le dollar a perdu près de 7 cents américains et les taux d'intérêt à court terme ont grimpé de 253 points centésimaux.

En août 1992, le dollar canadien valait 84,46 cents américains tandis qu'en décembre de la même année il cotait à 77,67 cents. Les bons du Trésor de 3 mois ont grimpé de 4,92 à 7,45 p. cent durant le débat politique.

Le déclin du huard va se poursuivre, estime de son côté M. Marc Desmeules, chef cambiste à la Banque Toronto-Dominion.

Les investisseurs canadiens, surtout torontois, ont liquidé massivement leurs titres la semaine dernière, cette semaine c'est le tour des étrangers. « Les plus grands vendeurs sont les Européens et les investisseurs de New York », a mentionné le représentant de la banque.

La Banque du Canada est intervenue hier à plusieurs reprises pour protéger la devise, sans grand succès. « La banque centrale cherche à modérer la baisse du dollar », dit M. Desmeules.

Compte tenu de la chute draconienne de la monnaie, il faut prévoir une augmentation d'un demi-point de pourcentage dans le taux d'escompte mardi prochain. La Banque du Canada a porté son taux directeur à 6,88 p. cent cette semaine, une hausse de 35 centièmes.

Pour sa part, l'économiste principale à la Banque Nationale, Mme Dominique Vachon, croit qu'il ne faut pas exagérer

VOIR DOLLAR EN A2

## L'affaire Mike Keane: Landry houspille la direction du Canadien

PHILIPPE CANTIN  
du bureau de La Presse  
QUÉBEC

Le président du Canadien, Ronald Corey, et le directeur général, Serge Savard, sont sévèrement blâmés par Bernard Landry, vice-premier ministre du Québec, dans l'affaire Mike Keane.

Selon le numéro deux du gouvernement Parizeau, la haute direction de l'équipe n'a pas assumé ses responsabilités dans ce dossier explosif, envoyant un fort mauvais message aux jeunes des communautés culturelles de Montréal. « Ce n'est pas au capitaine du Canadien que je fais des reproches, a dit M. Landry, hier, lors d'un point de presse. Mais plutôt à la direction du club qui n'a pas compris, comme personnalité corporative, qu'elle a le même devoir que tous les citoyens du Québec d'inciter ceux qui viennent ici à parler la langue du lieu et à donner l'exemple. »



Bernard Landry

Confirmé en début de semaine dans le rôle de capitaine du Canadien, Mike Keane a affirmé ne pas avoir à apprendre le français, puisque les habitués du Forum parlent tous l'anglais.

Cette déclaration a été condamnée par de nombreux politiciens et commentateurs. Keane s'est excusé et annoncé son intention de maîtriser les bases de la langue.

Au-delà de ce virage précipité, l'intervention de M. Landry donne une texture nouvelle à l'affaire, puisqu'elle met en cause les responsabilités sociales et culturelles des grandes entreprises du Québec, et spécialement celles qui, à coup de succès, sont devenues des institutions. « Le geste posé par Ronald Corey et Serge Savard, deux personnes pour lesquelles j'ai par ailleurs une estime professionnelle considérable, est significatif et plus important que l'impolitesse ou la grossièreté d'un athlète, a dit M. Landry.

« Cette équipe est celle des Maurice Richard, Jean Béliveau et Guy Lafleur. Et elle confie en poste-clé à un unilingue anglophone qui est au Québec depuis huit ans. On donne ainsi un très mauvais exemple aux jeunes immigrants, aux jeunes des communautés culturelles et aux adultes. » Parmi ses responsabilités, M. Landry occupe celles de ministre de l'Immigration et des communautés culturelles. À ce titre, il est responsable des COFI, les Centres d'orientation et de formation des immigrants.

« Nous y enseignons à des gens venus de pays lointains que la langue du Québec, c'est le français, a-t-il expliqué. Et nous les payons pour l'apprendre. Quand le club de hockey Canadien permet à un de ses joueurs

VOIR LANDRY EN A2

## 500 FOIS STARMANIA



PHOTO DENIS COURVILLE, La Presse

La chanteuse Luce Dufault a fait honneur hier soir, au théâtre Saint-Denis, à la 500<sup>e</sup> représentation de Starmania dans sa version Mogador créée en 1993 par Lewis Furey. L'opéra rock écrit et composé par Luc Plamondon et Michel Berger quittera le Québec à la fin du mois et tournera en France, puis en Europe, dès le mois d'octobre. Luce Dufault, qui tient le rôle de Marie Jeanne, « la serveuse automate », ne sera pas du voyage car elle attend un petit « starmaniaque ».

## L'héroïne devient une drogue à la mode chez les jeunes du centre-ville

ÉRIC TROTIER

Le père Emmett Johns, que les adolescents de la rue surnomment affectueusement « Pops », constate de nouvelles tendances chez les jeunes désœuvrés du centre-ville de Montréal : ils sont de plus en plus nombreux, de plus en plus jeunes et consomment des drogues plus dures que jamais.

« C'est terrible, l'héroïne est devenue la drogue à la mode. Certains commencent à en consommer dès l'âge de 14 ans. Très rapidement, ils sont accrochés. Le soir, ils se réunissent au parc Berri où les revendeurs foisonnent, et là, ils consomment en groupe », a raconté hier à La Presse le père Johns, à l'occasion d'un encan au profit de l'organisme qu'il dirige, Dans la rue.

Le père Johns, qui sillonne depuis 1988 les artères du centre-ville à la recherche de jeunes âmes en mal de réconfort, a perdu au mois d'août la caravane qui l'a rendu célèbre. Un automobiliste un peu pressé a brûlé un feu rouge et a embouti l'avant du camion-roulotte du père, à l'intersection des rues De Maisonneuve et Saint-Marc, au centre-ville.

La roulotte a été déclarée perte totale. La compagnie d'assurances accepte de verser 15 000 \$ à Dans la rue, mais Pops estime avoir besoin d'au moins 30 000 \$ pour acquérir un véhicule semblable ( usagé ).

Aussi, hier midi, la succursale principale de la Banque Nationale, rue de LaGauchetière, organisait un encan mettant en vente des objets ayant appartenu à des personnalités connues.

L'encan a rapporté près de 1400 dollars. C'est loin de l'objectif de 10 000 mais, heureusement, une « vente de garage » a aussi permis d'en amasser 2500, sans compter les 3000 offerts par

VOIR HÉROÏNE EN A2

## La SQ n'avait pas raison d'intervenir comme elle l'a fait à Chambly en 1994

### « On a fait flèche de tout bois », déplore le juge Verdon dans son rapport

ANDRÉ CÉDILOT

Même si la conduite « d'un petit nombre » de policiers de Chambly était loin d'être irréprochable, la Sûreté du Québec n'avait pas raison d'intervenir cette ville comme elle l'a fait, le 1er septembre 1994.

C'est ce qu'affirme le juge Pierre Verdon, de la Cour du Québec, dans un rapport de 257 pages rendu public hier, après avoir scruté à la loupe l'importante opération de la SQ et la gestion générale de la police de Chambly.

En douceur, mais sans détour, le juge trouve à redire contre les agissements de la direction de la SQ et de ses enquêteurs, de l'administration municipale de Chambly et de ses policiers. Seul l'ancien directeur Fernand Gagnon, congédié au tout début de l'enquête de la SQ en avril 1994, est épargné.

Selon le rapport, la Sûreté du Québec avait pleinement raison d'entamer une enquête de nature criminelle sur certains policiers de Chambly, mais elle n'avait pas les preuves suffisantes pour déclencher l'opération au cours de laquelle elle a pris le contrôle du service de police.

De toute évidence, les enquêteurs de la SQ ont mal évalué la véracité des renseignements qui leur ont été fournis par des informateurs, cependant que les résultats de l'écoute électronique n'étaient pas concluants.

« On a fait flèche de tout bois, en retenant toutes les informations et en utilisant sans distinction les affirmations générales, possiblement gratuites, les versions basées sur oui-dire et les récits circonstanciés des informateurs témoins », écrit le juge Verdon.

Selon le juge, les policiers de

la SQ, quoique conscients des lacunes de leur enquête, seraient quand même passés aux actes, en pensant récolter les éléments de preuves manquants au cours des nombreuses perquisitions et interrogatoires menés auprès des policiers et des employés de la Ville de Chambly, ainsi que de leur entourage.

« Ni la balance des probabilités, ni celle des inconvénients ne valaient une telle manœuvre à l'endroit d'autant de monde », estime le juge Verdon, rappelant que pas moins de 140 personnes avaient été interpellées cette nuit-là, dont 75 aux fins de l'enquête touchant les policiers de Chambly.

Selon lui, les policiers de la SQ auraient dû circonscrire leur opération aux quatre groupes de trafiquants de drogues contre lesquels ils avaient colligé une preuve abondante.

Les résultats ne mentent pas,

la plupart des 42 personnes arrêtées ayant été inculpées et condamnées!

Le bilan est beaucoup moins reluisant en ce qui a trait aux policiers. Les accusations, noté-t-on, sont beaucoup moins graves que ce qu'annonçaient les documents légaux et... les dirigeants de la SQ, via leur service des communications.

« La situation ayant trait à la conduite des policiers de Chambly est vraisemblablement à cent lieues de celle qu'avait évoquée la Sûreté dans ses états de situation basés sur les dires des informateurs », estime le juge.

Tout en affirmant que l'opération comme telle avait été bien menée, le juge Verdon reproche à la direction de la Sûreté du Québec son absence d'autocritique à la suite de cette décision

VOIR CHAMBLY EN A2

Autres informations en page A4

Demain dans *La Presse*

# ROGER FOURNIER



## LES SIRÈNES DU SAINT-LAURENT

RÉCITS EN FORME DE CERCLE

Feuilleton

### Nouveau feuilleton

■ Nous commençons demain la publication du nouveau feuilleton, *Les Sirènes du Saint-Laurent*, de Roger Fournier. L'auteur raconte le Québec traditionnel, lire rural, qui a marqué son enfance dans le Bas-du-Fluve. Le récit se passe en 1944, année de ses quinze ans.

#### Collectes de sang

■ Aujourd'hui, la Croix-Rouge attend les donateurs aux endroits suivants :

□ à Montréal : Centre des donateurs de sang, Centre commercial Maisonneuve, 2991, Sherbrooke Est (métro Préfontaine), de 9 h à 17 h ;  
□ à Saint-Thomas-d'Aquin :

Organisée par le Club Optimiste, Centre communautaire Aquino, 212, rue Pinard, de 14 h 30 à 20 h 30. objectif : 150 donateurs ;

□ à Saint-Sauveur : Chalet Pauline-Vanier, Rue de l'Église, de 14 h 30 à 20 h 30. Objectif : 200 donateurs.

#### Insolite

### Wagons pour femmes à Sao Paulo

■ La Compagnie des trains métropolitains de Sao Paulo a annoncé hier la création de wagons réservés aux femmes après avoir reçu une pétition signée par 5000 femmes de la banlieue de Sao Paulo, lassées d'être molestées sexuellement dans les trains surtout aux heures de pointe.

« On ne pouvait plus supporter cette situation. Beaucoup d'hommes profitaient de l'heure de la ruée pour nous incommoder », a affirmé Mme Regina Nascimento, présidente du Mouvement des Mères de Vila Falchi, à l'origine de la pétition, il y a un mois.

## Le président et éditeur de *La Presse* et le référendum

■ Le président et éditeur de *La Presse*, M. Roger D. Landry, était l'invité, mercredi, de l'émission « Bonjour Montréal », animée par Paul Arcand à CKAC.

Compte tenu des interprétations de toutes sortes qui ont été données aux propos du président et éditeur, nous reproduisons intégralement ce qu'il a dit sur la politique éditoriale de *La Presse* en regard du référendum.

**Paul Arcand :** Est-ce que quelqu'un, à *La Presse*, durant la campagne référendaire, pourrait écrire un éditorial en faveur du OUI ?

**Roger D. Landry :** Je ne crois pas. Je ne le laisserais pas faire. Et je vais vous dire pourquoi. Notre position à nous, à *La Presse*, en tant qu'éditeur — et c'est la position du propriétaire — c'est que nous sommes des fédéralistes qui veulent défendre au maximum la position fédéraliste et la politique éditoriale chez nous est très claire avec mes

éditorialistes parce qu'ai un rapport excessivement bien. J'ai des éditorialistes qui ont un penchant vers la séparation. Mais nous établissons clairement les positions et, comme je dis, si vous ne pouvez pas vivre avec ça durant le temps du référendum, on va vous assigner à autre chose. C'est très clair : la position de *La Presse* dans cette campagne est clairement définie.

**Paul Arcand :** Les gens qui vous écoutent en disant « si la position des patrons est fédéraliste et claire, si les éditoriaux sont fédéralistes et clairs, quel sera l'impact sur l'information diffusée par votre journal ? »

**Roger D. Landry :** Vous avez juste à lire *La Presse*. Prenez par exemple l'avant-dernière chronique de Pierre Foglia. Il écrivait très ouvertement que lui, il allait voter OUI et tout ça parce c'était son point de vue.

Moi, dès que ça touche à l'information, je veux avoir une couverture exacte, absolument objective. C'est ce qu'on essaie de fai-

re. Ça, c'est très clairement établi à *La Presse*. Ça fait 16 ans que je suis ici. On n'a jamais eu de débat sur ça entre les journalistes et moi ou n'importe qui. Ça toujours été très clairement établi. L'aime mieux la position de *La Presse* que celle de gens qui jouent à la conscience collective et qui veulent nous dire : « Nous, nous sommes neutres ».

**Paul Arcand :** Comme qui par exemple ?  
**Roger D. Landry :** Si je prends la position du Devoir. Allez-vous me dire que Le Devoir est un journal fédéraliste ? Alors, au moins, nous nous le disons que nous sommes fédéralistes. Je ne sais pas si Le Devoir est prêt à dire : « Je suis un journal séparatiste ».

Moi, je suis très clairement connu. Mes journalistes le savent très bien. D'ailleurs, on en parle souvent. On badine même à se dire ça. D'aucune façon, il y a interférence de la part de la direction de *La Presse* à l'égard de l'information et avec les journalistes.

### Suite de la Une

#### DOLLAR

Le dollar canadien en chute libre

le repli du dollar canadien puisque celui-ci se situe à des niveaux pratiqués au cours de la première moitié de 1995.

« Ce n'est pas un recul alarmant », a-t-elle dit. L'analyste donne pour preuve la bonne per-

formance du marché obligataire où les titres canadiens de long terme comme ceux de 10 ans ont un rendement en bas de 8 p. cent.

« On ne décèle pas de vote de non-confiance de la part des investisseurs étrangers », mentionne la représentante de la Banque Nationale.

François Dupuis note également que la tendance baissière

des taux d'intérêt aux États-Unis représente un facteur positif pour le loyer de l'argent au Canada. « Un mouvement à la hausse mettrait de la pression sur les taux d'intérêt au Canada. »

L'augmentation des taux à court terme a un impact négatif sur l'économie au moment où celle-ci manque totalement de vigueur.

Statistique Canada a indiqué hier que l'indice composite avancé a reculé de 0,2 p. cent en août dernier, la quatrième diminution de suite. Le secteur manufacturier a subi un recul d'un p. cent en un seul mois.

L'indice composite permet de prévoir l'évolution de l'activité quelques mois à l'avance. L'emploi est en régression comme le nombre d'heures de travail. □

#### HÉROÏNE

L'héroïne devient une drogue à la mode chez les jeunes du centre-ville

des clients de la banque, a indiqué la directrice de l'institution financière, Louise Haineault.

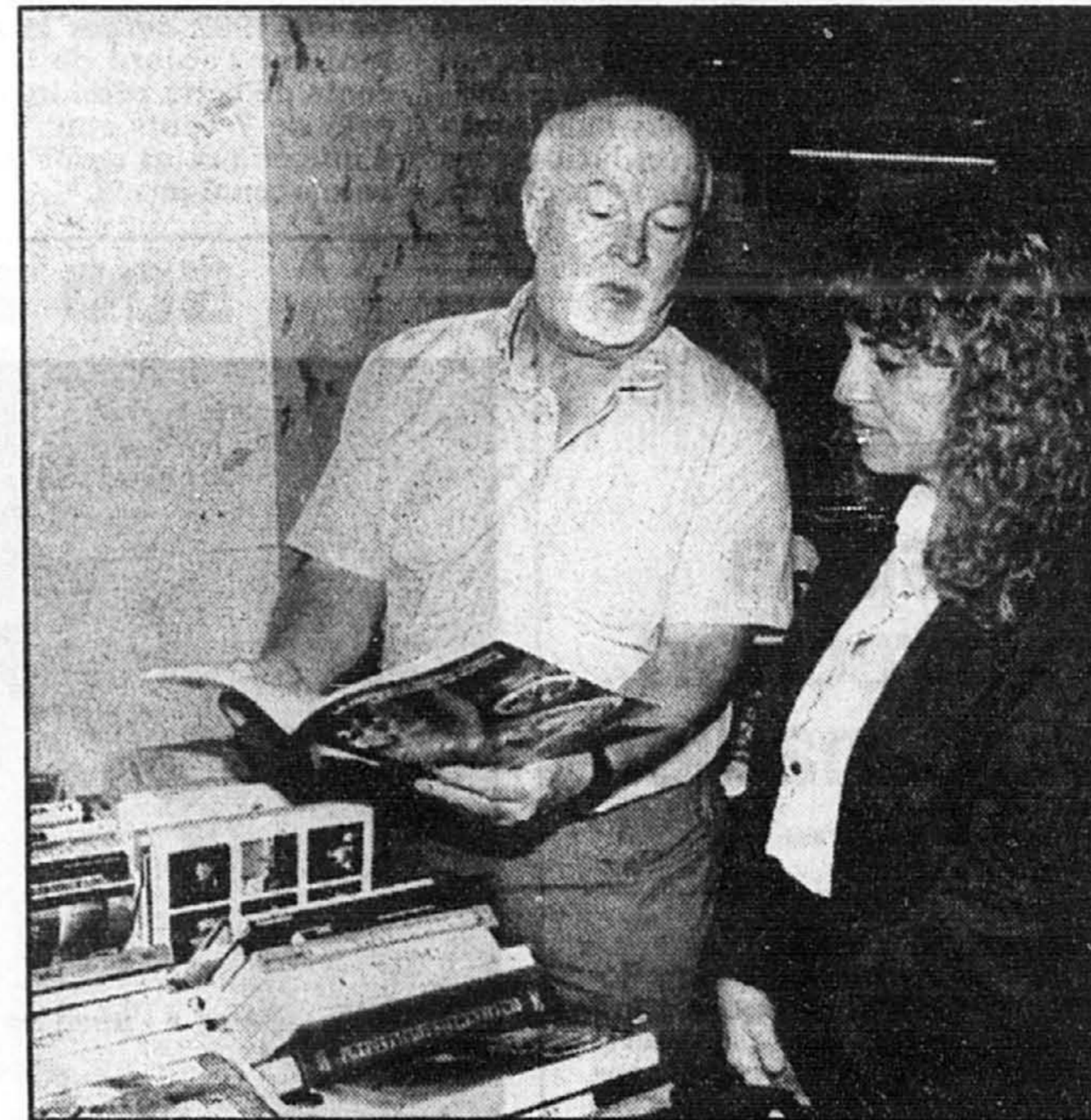
Pour sa part, le père Johns explique que son organisme a un urgent besoin de cet argent. Depuis l'accident du mois d'août, les bénévoles de *Dans la rue* circulent dans un camion de déménageurs. Tout de même un peu moins chaleureux que la roulotte.

Mais Pops ne s'attarde pas longtemps sur ces questions pécuniaires. Ses yeux s'illuminent surtout quand il parle des jeunes de la rue.

Il en rencontre une centaine par soir, cinq soirs par semaine. Certains fréquentent sa roulotte depuis cinq ans, mais il y a des nouveaux chaque semaine. Des jeunes drogués, des fugueurs, des prostitués. Des adolescents qui sont enceintes. Des suicidaires. D'autres qui tentent de s'en sortir, d'autres qui y parviennent.

« D'une façon générale, je m'aperçois qu'ils sont de plus en plus jeunes à vivre dans la rue. La majorité provient de familles éclatées », constate le père Johns.

Avant que la roulotte ne soit accidentée, ils pouvaient y entrer, se réchauffer, boire un café, manger. Et parler à un homme et à des bénévoles qui ne les jugent jamais. « Nous sommes là pour les dépanner. Au début,



Le père Emmett Johns discute avec Mme Berthe Laplante, qui veut acheter des livres pour aider l'organisme *Dans la rue*.

nous nous sommes dit que nous ne leur donnerions jamais d'argent, mais que voulez-vous faire quand vous vous retrouvez devant une adolescente sans le sou qui, en pleine nuit, ne sait pas où aller dormir, avec un bébé au bout des bras ? »

La caravane s'arrête à diff-

rents endroits stratégiques du centre-ville. D'abord à l'intersection des rues Sainte-Catherine et Atwater. Puis plus à l'est, rue Saint-Denis, boulevard René-Lévesque, etc.

Pops remarque aussi que les jeunes de la rue se sont déplacés

vers de nouveaux quartiers au fil des années. « Les dimanches soirs, nous offrons des sacs de nourriture. Ces soirs-là, plus d'une centaine de jeunes nous attendent au coin de Sainte-Catherine et d'Amherst », poursuit le père Johns, qui étudie présentement la possibilité de faire un arrêt boulevard Pie-IX, dans le quartier Hochelaga-Maisonneuve, où les prostituées pullulent.

Gérant en outre une maison de chambres pour jeunes, *Dans la rue* dispose d'une quinzaine d'employés et d'un budget annuel de 700 000 \$ provenant des dons du public, de corporations et de communautés religieuses. Pas de subventions gouvernementales. « Ça a l'avantage de nous laisser notre indépendance », déclare le père Johns, avant de lancer une diatribe envers ceux qui nous gouvernent : « Nous avons connu deux jeunes mineurs qui avaient chacune un enfant. Un jour elles se sont dit qu'elles auraient plus de chances de s'en sortir en s'associant et en allant vivre ensemble en appartement. Pour les aider, le gouvernement a coupé leurs chèques d'aide sociale. Ça me dépasse... »

Le père Johns projette d'ouvrir éventuellement un centre de jour. « Ce que nous faisons le soir avec les jeunes, c'est de répondre au plus urgent. J'aimerais pouvoir travailler à long terme avec eux », dit-il.

La vente de garage de la Banque nationale se poursuit aujourd'hui. On peut également envoyer des dons à *Dans la rue* au 543, rue Sherbrooke Est, Montréal, H2L 1K2. □

## Question du jour

Le service  
InfoBref Bell

Vous voulez vous faire entendre? Répondez à la question du jour. Pour faire connaître votre opinion, composez le 875-2355; au son de la voix, faites le 220.

**Bon an, mal an, 600 Québécois sont en attente de dons d'organes. Le rejet de greffons étant de mieux en mieux contrôlé, serait-il dans l'ordre normal des choses que chacun songe sérieusement à faire don de ses organes?**

**Croyez-vous que les plaintes logées contre le Dr Guylaine Lanctôt par le collège des médecins sont justifiées? À cette question posée hier, le pourcentage des réponses obtenues a été:**

Oui: 68 %

Non: 32 %

Bell La Presse

**La quotidienne** à trois chiffres **587**  
Tirage d'hier à quatre chiffres **7399**

<b>ABONNEMENT</b>	285-6911	<b>ANNONCES CLASSÉES</b>	285-7111
Le service des abonnements est ouvert du lundi au vendredi de 7 h à 17 h 30		lundi au vendredi de 8 h 30 à 17 h 30	
<b>REDACTION</b>	285-7070	<b>Décès, remerciements</b>	285-6816
<b>PROMOTION</b>	285-7100	<b>GRANDES ANNONCES</b>	
<b>COMPTABILITÉ</b>		Détailants	285-7202
Grandes annonces	285-6892	National, Télé+	285-7306
Annonces classées	285-6900	Vacances, Voyages	285-7265
		Carrières et professions, nominations	285-7320

La Presse

LA PRESSE est publiée par LA PRESSE, LTÉE, 7, rue Saint-Jacques, Montréal H2Y 1K9. Seule la Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de LA PRESSE et celles des services de la Presse Associée et de Reuters. Tous droits de reproduction des informations particulières à LA PRESSE sont également réservés. « Envois de publication canadienne — Contrat de vente numéro 0531650 » Port de retour garanti. (USP003692) Champlain N.Y. 12919-1518.

RENSEIGNEMENTS 285-7272



00375

CODE DU JOUR **37-5** VENDREDI 15 SEPTEMBRE 1995



REPORTAGE PUBLICITAIRE

**Le grand salon de la rénovation et de la décoration**  
Du 21 au 24 septembre, à la Place Bonaventure

Un événement

À ne pas manquer  
demain dans

La Presse

## Bébé tué pour le faire taire

MARCEL LAROCHE

Exaspéré par les pleurs prolongés de son bébé de six semaines, un jeune père de 20 ans l'aurait secoué avec tellement de vigueur pour le calmer que le poupon est décédé ensuite pendant son sommeil.

Détenu par la police depuis ce drame familial survenu mercredi soir dans la paisible municipalité de Saint-Césaire, en Montérégie, Stéphane Raymond a formellement été inculpé hier du meurtre au second degré de son unique enfant, le petit Maxime Raymond.



Stéphane Raymond

L'enquête menée conjointement par les policiers municipaux de Saint-Césaire et de l'unité des crimes contre la personne de la SQ de Montréal, a révélé que le poupon né le 3 août dernier avait de toute évidence été malmené.

Le drame se serait déroulé en début de soirée, alors que le bébé était avec ses parents, Stéphane Raymond et sa jeune conjointe de 17 ans, domiciliés à l'appartement 17 d'un immeuble à logements du 941, rue Principale, à Saint-Césaire.

Le couple qui se trouvait à la maison avec des amis aurait éprouvé certaines difficultés avec le petit Maxime qui ne cessait de geindre.

Comme son fils était toujours agité, après le départ de ses copains, Raymond aurait perdu patience et l'aurait secoué avec force pour le faire taire.

Ce n'est que vers 23 h, alors qu'il le croyait endormi, que le jeune homme se serait aperçu que le poupon ne semblait plus respirer. Paniqué, Stéphane Raymond aurait alerté ses amis qui seraient revenus en toute hâte à la maison.

Après de vaines manoeuvres de réanimation, les parents auraient finalement communiqué avec les policiers municipaux de Saint-Césaire. L'enfant a été transporté au Centre hospitalier de Granby, où les médecins n'ont pu que constater son décès.

## Une mère aurait noyé son enfant

MARC THIBODEAU

Une mère de 37 ans, Marcella Ellasos, était soupçonnée de meurtre hier par la police de la CUM, après que sa fille de deux ans, Tiffany Lopez, se fut noyée en matinée dans la baignoire de leur résidence familiale située au 5544, rue Hadley, à Côte-St-Paul.

Selon le lieutenant-détective Jean-François Martin, de la section des homicides, la femme se trouvait dans la baignoire avec l'enfant depuis « quelque temps » lorsque le père a été pris d'inquiétude.



Tiffany Lopez

En entrant dans la salle de bain vers 9h, il a constaté que sa gamine reposait inerte dans les bras de sa mère, toujours assise dans le bain, et a aussitôt appelé les ambulanciers d'Urgences Santé. Ces derniers, qui ont appelé la police par la suite, n'ont cependant pu rien faire pour sauver la victime.

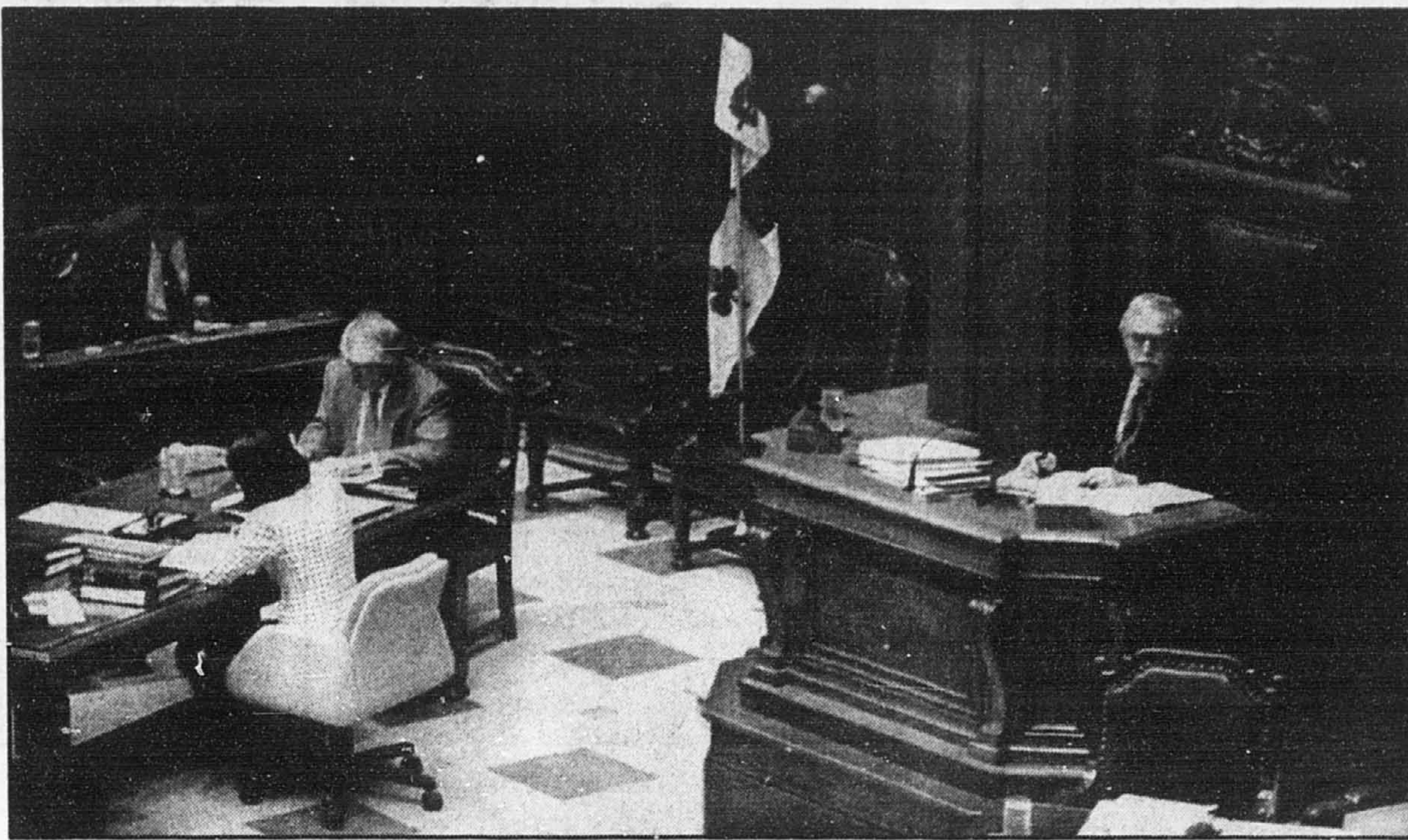
L'autopsie pratiquée en après-midi a révélé que la cause du décès était la noyade. Et ce, malgré le fait que la femme, très confuse, ait déclaré à un certain moment que son enfant s'était étouffé avec un bonbon.

« Elle nous a dit beaucoup de choses qu'il était difficile de prendre en considération, a noté le lieutenant Martin. Elle était gravement perturbée. »

Selon les informations recueillies sur place par les forces de l'ordre, il semble que la mère n'ait pas manifesté par le passé d'agressivité envers son enfant.

Elle a été transportée à un établissement hospitalier de la région métropolitaine, où une évaluation psychologique sera faite en vue de son éventuelle computation.

« Nous allons recommander qu'elle soit accusée de meurtre, a indiqué le lieutenant Martin. Ce sera cependant au procureur, s'il retient l'accusation, d'en déterminer le degré. »



Le président du conseil, Luc Larivée, soucieux de satisfaire tous les conseillers, a du mal à imposer la discipline.

## La réunion du conseil de Montréal tourne au cirque

ANDRÉ PEPIN

La réunion du conseil municipal de Montréal a tourné au cirque, hier après-midi. Le président du conseil, monsieur Luc Larivée, visiblement soucieux de satisfaire tous les conseillers, arrive mal à imposer la discipline.

Les invectives pleuvent, même si à peine la moitié des conseillers assistent aux débats du conseil. Le maire Pierre Bourque, le premier, assiste à une partie de la période réservée aux questions du public et des conseillers, pour ensuite poursuivre ses travaux à son bureau ou à l'extérieur.

Contrairement aux moeurs de l'Assemblée nationale où les ministres doivent justifier leurs absences auprès des leaders, les membres de l'exécutif de Montréal ne se soumettent pas à une si rigoureuse discipline, même si le règlement leur demande.

Ce laxisme dans l'application des règles, forcément, ouvre la porte à des abus, comme on l'a vu depuis lundi, à l'occasion de la reprise des travaux d'automne, au conseil municipal.

Le conseiller indépendant Michel Prescott est intervenu, juste après le départ de M. Bourque, pour souligner les absences répétées du maire durant la période des questions. Politiquement, la manoeuvre était habile puisqu'elle a dégenéré en affrontement.

Le conseiller Pierre-Yves Mélançon, membre de l'exécutif, a été tranchant : « Nous ne voulons rien savoir des demandes de l'opposition sur les absen-

ces ! ». Une déclaration malheureuse, teintée de mépris, qui n'a cependant pas été relevée par le président du conseil.

M. Larivée accorde souvent une période de temps supplémentaire, dépassant trente minutes, aux membres de l'opposition. Hier, dans la cohue, il a été forcé de demander le vote pour mettre fin à l'échange, à l'issue d'une période de questions qui n'éclairait absolument pas les débats.

Le conseiller Prescott avait entrepris mardi soir de déséquilibrer la présidence du conseil en forçant M. Larivée à prendre position contre le conseiller Pierre Goyer de l'exécutif, qui souhaitait alors modifier les procédures pour l'adoption d'un important plan d'urbanisme.

Le conseil municipal de Montréal devra, de toute évidence, se doter d'un règlement précis pour la bonne marche des assemblées, comme l'Assemblée nationale du Québec a dû le faire, à plusieurs reprises. Sans règles sévères, les politiciens habiles, on l'a vu cette semaine à l'hôtel de ville, peuvent paralyser les débats.

L'administration Bourque, particulièrement le leader au conseil Pierre Goyer, procède actuellement à l'étude des règles en vigueur au sein d'autres administrations municipales et gouvernementales supérieures. Pour être efficace, un président d'assemblée d'élus doit pouvoir s'appuyer sur un règlement strict.

Au sein du caucus de Vision-Montréal, la très grande majorité des mem-

bres, y compris le maire, n'ont aucune expérience des débats avec des partis de l'opposition. Le président Luc Larivée a déjà été président de la CECM, mais il n'a pas dirigé le conseil. L'opposition a donc beau jeu : des conseillers du RCM, de l'Action démocratique et des conseillers indépendants peuvent s'amuser avec les lacunes du règlement.

### Des décisions

Le conseil, en réunion depuis deux jours, n'a donc pu faire adopter, hier soir, les amendements au plan d'urbanisme pour permettre aux établissements licenciés d'utiliser jusqu'à trois cents mètres carrés dans certains quartiers de la ville, comparativement aux cent mètres carrés actuellement permis. La réunion doit se poursuivre lundi prochain. L'administration Bourque entend toutefois faire adopter cette mesure.

L'administration va cependant reculer, selon nos informations, sur un règlement permettant aux coiffeurs de pratiquer leur métier en se déplaçant d'une résidence à l'autre. Il n'est plus question non plus que différents « soins personnels » soient offerts dans des locaux non identifiés. Le report des règlements touchant l'ensemble de ces services sera adopté mercredi prochain, à la réunion hebdomadaire de l'exécutif.

Il a par ailleurs été décidé hier, par toutes les parties, que la période de conciliation accordée par Québec pour un règlement entre Montréal et ses cols bleus est prolongée pour un temps encore indéfini.

## Les Death Riders sont actifs à Laval depuis 16 ans

ANDRÉ CÉDILOT

Les Death Riders, dont on entend beaucoup parler depuis l'attentat à la dynamite qui a fait neuf blessés dans un resto-bar de Boisbriand, sont actifs depuis au moins seize ans à Laval et dans la région, où ils contrôlent plusieurs bars et cabarets de danseuses nues.

Le fonctionnement de cette bande de motards s'apparente à celui des Hells Angels, auxquels elle est affiliée depuis 1984. Les Death Riders comptent une dizaine de membres en règle, supportés par une quarantaine de « sympathisants », pour la plupart impliqués dans le trafic de drogues.

Au départ, comme bien d'autres organisations criminelles, les Death Riders n'étaient qu'un petit groupe de voyous — un gang de rue, comme on les appelle aujourd'hui — qui traînaient dans les bars et vivaient de vols et de divers trafics. Nombre ont décroché, d'autres sont restés.

Par la force des poignets et des... armes, ils ont élargi leur influence et leur territoire, tenant leur bout tant bien que mal au milieu des autres groupes qui sévissent à Laval, tels les Popeye, les frères Dubois et le gang des Foley, qui tramaient leurs coups au défunt Riverside Speedway, à Duvernay-est.

En 1983, les Death Riders avaient leur quartier-général rue Saint-Hubert, à Pont-Viau, à l'intérieur d'un garage spécialisé dans la réparation et la vente de pièces de motocyclettes. Ils avaient

aussi un pied-à-terre dans le rang Saint-Régis, à L'Épiphanie, dans une maison de ferme de l'ex-club de motards Black Spider.

L'année suivante, les Death s'installaient dans un nouvel immeuble, plus grand et mieux situé, rue Tourangeau, à Pont-Viau. Au fichier des entreprises du ministère des Institutions financières, on les retrouvait sous le nom de « Les entreprises DMRC » (Death Riders Motorcycle Club). Programme d'activités de ce commerce : camionnage, sécurité (body guard), boutiques de vêtements, etc.

Les opérations des Death Riders ont pris une nouvelle tournure le 4 mai 1987 quand leur leader, Martin Huneault, a été assassiné par balles dans une brasserie du boulevard Cartier, à Laval-des-Rapides. Son ou ses assassins n'ont jamais été pris.

Assistaient aux funérailles, trois jours plus tard, une foule de motards de petits clubs aujourd'hui disparus : Mirage du Nord (ils ont déjà eu un local à Chomedey, en 1985), Warriors de Bois-des-Filiers, Primitifs et Genuine Rider.

Le meurtre de Huneault coïncide avec la formidable expansion des Hells à travers le Québec. Or, dans les heures qui ont suivi l'enterrement, deux membres des Death ont été vus en compagnie de Maurice « Mom » Boucher et Normand « Biff » Hamel, alors déjà fort influents au sein des Hells Angels.

Les Death Riders sont toujours actifs à Laval, même s'ils n'y ont plus leur quartier-général. Modernité oblige, et

surtout pour des raisons de sécurité, ils ont emménagé l'an passé dans un bungalow qu'ils ont converti en véritable « bunker », rue Desjardins, à Sainte-Thérèse.

Au moins quatre des victimes de la bombe au resto-bar Harley, à Boisbriand, ont des liens avec les Death Riders. L'un d'eux, l'ancien comptable Mario Lepore, 42 ans, est un proche de Maurice « Mom » Boucher, leader de la nouvelle formation d'élite des Hells Angels, appelée les Nomads.

En vérifiant au ministère des Institutions financières, on apprend que Lepore, qui a eu une jambe sectionnée par la terrible déflagration, était associé à « Mom » Boucher et deux autres membres des Hells Angels (Normand « Biff » Hamel et Denis Houle) dans l'exploitation d'un commerce de vente en gros d'équipements de plomberie, de chauffage et de climatisation.

Comme l'exigent les règles internes des Hells Angels, les Death Riders sont actuellement parrainés par Michel Lajoie-Smith, membre en règle du chapitre de Montréal, lequel a son quartier-général à Sorel.

Un autre proche des Death Riders, Pierre Daoust, qui tenait un garage à Rivière-des-Prairies, avait été descendu à coups de mitraillette, le 13 juillet 1994. Ce meurtre avait été suivi le lendemain soir par un attentat similaire dans un atelier mécanique de la rue Rouen, à Montréal.

Ils s'agit, bien sûr, d'un dossier à suivre de près.



### FAUSSE ALERTE

Une fausse alerte à la bombe a paralysé hier soir pendant près de quatre heures le terminus Voyageur, situé au coin du boulevard de Maisonneuve et de la rue Berri, et forcé l'évacuation d'environ 150 personnes. Selon la police de la CUM, un individu avait téléphoné, sous le couvert de l'anonymat, au terminus vers 17 h 45 pour dire qu'un sac de cuir noir contenant de la dynamite se trouvait dans l'un des casiers de la gare. Un vaste périmètre de sécurité a été établi par la suite après que deux agents de la section technique eurent effectivement trouvé sur place un sac correspondant à cette description. Un examen plus approfondi devait finalement révéler, vers 22h, qu'il ne contenait rien de plus que des livres.

### MOHAWKS : ACCUSATIONS

Sept protestataires soupçonnés d'avoir endommagé les limousines gouvernementales devant les locaux du conseil de bande de Kahnawake lundi seront accusés de méfaits. Six hommes et une femme devront comparaître mardi au Palais de justice de Longueuil pour répondre de ces accusations. Les incidents qui leurs sont reprochés se sont produits lundi au moment où une cinquantaine de manifestants ont dénoncé l'entente signée par Québec, Ottawa et Joe Norton sur la reconnaissance officielle du rôle des peacekeepers en tant qu'agents de la paix dans la réserve autochtone.

### HARRISON CITÉ À SON PROCÈS

L'ex-président du Board of Trade de Montréal, Robert Harrison, a été cité hier à son procès sous 17 accusations d'usage de faux documents, par le juge Jean Sirois, de la Cour du Québec. L'enquête préliminaire de l'homme d'affaires de 52 ans a été frappée d'une ordonnance de non-publication. Son « associé » Jeffrey Mayes, 48 ans, a été cité à son procès pour les mêmes accusations.

### RÉAL DUPONT RESTE INCARCÉRÉ

Réal Dupont, 36 ans, qui avait été arrêté le 8 septembre en compagnie de Daniel Vachon et Barney Ross, et accusé de complot, trafic, possession et mise en circulation de monnaie américaine contrefaite, reviendra le 22 septembre pour son enquête sous cautionnement. Le substitut du procureur général, Me Madeleine Giguère, a acquiescé à la demande de la défense (Me Pierre Poupart), qui voulait se donner du temps pour prendre connaissance de la preuve contre Dupont.

### UNE LIGNE ANTI-MOTARDS

En réaction à l'escalade d'événements violents reliés aux gangs de motards, la Sûreté du Québec a annoncé hier la mise sur pied d'une ligne téléphonique sans frais, soit le 1-800-480-MOTO. Le public est invité à y recourir afin de transmettre toute information confidentielle pouvant permettre de retracer les auteurs de ces délits. La ligne sera disponible à tout moment, un système automatique recevant les messages entre 17h et 8h.

### SAISIE D'ALCOOL

Les policiers de l'escouade du crime organisé de la Sûreté du Québec à Montréal ont saisi hier, vers 3h, 899 caisses d'alcool dans un entrepôt situé sur la Montée Sainte-Julie, à Varennes. Les 5394 bouteilles de 1,75 litre, d'une valeur approximative de 134 850 \$, provenaient des États-Unis. Deux hommes dans la trentaine ont été arrêtés relativement à cette affaire et devraient comparaître au palais de justice de Longueuil afin de répondre à des accusations de possession de boisson alcoolisée ne provenant pas de la Société des alcools du Québec.

### NOUVEAU PARTI À ST-BRUNO

Le Directeur général des élections du Québec, Pierre-F. Côté, a autorisé un nouveau parti politique à Saint-Bruno-de-Montarville. Le chef du parti *Releve municipale de Saint-Bruno* est Yves-Marie Leduc et le représentant officiel, Jean P. Roger. L'adresse pour communiquer avec le parti est le 1420, Montarville, Saint-Bruno (Québec) J3V 3T5. Cette nouvelle autorisation porte à 73 le nombre de partis politiques municipaux au Québec.

### SUSPENSIONS DE PERMIS

La Régie des alcools, des courses et des jeux a suspendu les permis d'alcool de certains établissements pour possession de boissons alcooliques ne portant pas le timbre ou n'étant pas commercialisées par la Société des alcools du Québec. Il s'agit de Place Tevere, à Sainte-Agathe-des-Monts; de Place Ernie et Ellie, 6900, boulevard Décarie à Montréal; de l'Auberge Grand Galop, à Notre-Dame-de-la-Salette; et du Bar Le Figaro, 6430, boulevard Saint-Laurent, à Montréal. Ces suspensions et révocations s'inscrivent dans le cadre de l'opération *Alko* menée par les corps policiers du Québec afin de contraindre la possession d'alcool de contrebande. Depuis janvier dernier, uniquement dans le cadre de cette opération, la Régie a imposé un total de 4273 jours de suspension et révoqué les permis de deux établissements.



À l'achat de plus de 100\$ de produits GUESS, recevez une casquette autographiée. À l'achat de plus de 200\$ de produits GUESS, recevez une balle ou un bâton autographié! Quantités limitées.

DEVINEZ QUI VIENT AUX AILES? Demain, samedi de 11h00 à 13h00, venez rencontrer JEFF FASSERO et FELIPE ALOU des EXPOS. Un rendez-vous à ne pas manquer!

AILES LES AILES DE LA MODE



PHOTO ROBERT MAILLOUX, La Presse

Le maire de Chambly, Pierre Bourbonnais, et le chef de police intérimaire, Pierre Trudeau, ont fait part hier de leur satisfaction devant le rapport du juge Verdon. Le maire a toutefois reconnu que son administration doit faire un examen de conscience.

## Le maire de Chambly est satisfait du rapport

« La majorité des policiers mérite considération », note le juge Verdon

GEORGES LAMON

■ C'est avec satisfaction que le maire et les policiers de Chambly ont accueilli les conclusions du rapport Verdon, hier.

Le maire Pierre Bourbonnais s'est particulièrement réjoui d'une simple phrase contenue dans le rapport concernant les policiers qui résumait bien sa pensée : « La majorité des policiers de Chambly, quant à nous, mérite considération. » Précision qui, par les temps qui courent, vient mettre du baume sur les plaies des policiers comme sur l'administration municipale.

Il a rappelé que depuis le début il avait dénoncé cette Opération Brigade reposant sur des soupçons et des allégations souvent non vérifiés, et démesurée compte tenu des résultats obtenus et des objectifs visés.

« Mais jamais la Ville de

Chambly n'a blâmé la Sûreté du Québec pour avoir institué une enquête, a-t-il noté, mais s'est plutôt questionnée sur l'ampleur de l'opération, son déroulement et la véracité des allégations...

### Examen de conscience

Bien sûr, il ne nie pas que son administration, blâmée par le rapport pour son inaction, ait « un examen de conscience à faire ». Néanmoins, s'il doit porter une certaine « responsabilité » dans cette affaire, il regrette de ne pas avoir été rencontré par les enquêteurs pour expliquer sa position. Et il n'écarte pas non plus la possibilité de demander compensation pour tous les inconvénients monétaires subis.

Quant aux lacunes relevées par le juge Verdon au sujet du service de police, il dit que la majeure partie d'entre elles ont déjà été corrigées au cours de l'intérim assuré par Pierre Tru-

deau, directeur du service de police de Saint-Hubert. Il soutient que la situation s'est dégradée entre 1989 et 1994 alors que le service était dirigé par Fernand Gagnon.

Reste à savoir quelles suites le ministre Serge Ménard donnera aux renseignements mettant en cause l'éthique et la discipline de certains policiers. Le maire Bourbonnais espère que rien ne sera ménagé pour punir les fautes dont le comportement a jeté le discrédit sur l'ensemble du service. A ce sujet, le directeur Trudeau attend toujours des directives de la part du ministre Ménard.

Si le rapport blâme les policiers du peu de solution des crimes, le directeur Trudeau peut aujourd'hui témoigner de l'amélioration. Le maire Bourbonnais parle de relèvement « nettement au-dessus de la moyenne québécoise », en l'occurrence plus du

double avec les mêmes effectifs et les mêmes moyens.

Les policiers de Chambly sont soulagés. Yvon Guérin, l'ex-président de la Fraternité qui a été parmi les premiers accusés dans cette opération, puis acquitté, s'est dit très heureux des conclusions. « C'a été très pénible à vivre, a-t-il dit. Nous n'avions pas à subir ça, ma famille et moi. Le mal a été fait et il restera, on va vivre avec. Maintenant je sais ce que c'est que d'être incarcéré. J'ai repris mon travail avec un certain enthousiasme. On est bien dirigé et ça va bien. Les citoyens nous respectent, ils ne nous voient plus comme des pourris. »

Marc Laurin, qui est toujours suspendu sans solde, lui, le voit comme un fardeau enlevé de ses épaules. Même s'il ne travaille plus depuis le 1er septembre 1994, il fait encore partie du groupe et continue à fréquenter ses confrères.

## L'ex-chef de police Fernand Gagnon prêt à reprendre son poste

GEORGES LAMON

■ Malgré toutes les attaques dont il dit avoir été l'objet depuis plus d'un an de la part des policiers et de l'administration municipale de Chambly, Fernand Gagnon, qui assumait la direction de la police de 1989 à 1994, est toujours prêt à reprendre son poste.

Rappelons que la Cour du Québec a ordonné en mai dernier la réintégration de M. Gagnon avec tous les avantages après avoir conclu qu'il avait été tout simplement destitué. Chambly en a appelé de cette décision par un bref d'évocation, entendu lundi par le juge John Bishop, de la Cour supérieure. Il a pris l'affaire en délibéré.



Fernand Gagnon

Au cours d'une entretient téléphonique hier, M. Gagnon, qui dit garder une profonde amertume de cette affaire, a précisé que « ça ne le dérangerait pas » de reprendre du service, puisque, croit-il, « s'il y a un appui de l'administration, il y a un moyen de travailler ».

Réagissant au rapport Verdon, il s'est d'abord dit réticent

à faire des commentaires, les réservant plutôt après étude exhaustive du rapport. Puis, il s'est quand même avancé en notant que ce rapport l'avait « blanchi ».

« Ce rapport est excellent pour moi, a-t-il ajouté. Il prouve que je n'ai pas agi par vengeance. Je pourrais en dire beaucoup plus que le contenu du rapport. J'ai été isolé politiquement par l'administration municipale. Mon cas ressemble à celui du directeur de police de Longueuil, Marc Quimper. Sauf que lui il était appuyé par les élus. »

Par ailleurs, à la suite de la décision de la Cour du Québec, des discussions ont eu lieu entre les avocats des deux parties sur la possibilité d'un règlement à l'amiable moyennant compensation financière. Ce règlement aurait nécessité la démission de Gagnon. Toutefois, la ville de Chambly a trouvé la demande trop élevée — la rumeur non confirmée parle de 350 000 \$ — et a mis un terme aux discussions.

Quant aux policiers de Chambly, ils ne veulent pas revoir Gagnon. « Ce serait totalement impensable qu'il revienne s'asseoir devant nous pour nous diriger, a dit le président de la Fraternité des policiers de Chambly, Jacques Desrosiers. Je ne le crois vraiment pas. S'il n'avait pas confiance en nous avant, pourquoi aurait-il confiance maintenant ? »

## La SQ voit dans le rapport une confirmation de sa bonne foi

■ La Sûreté du Québec se félicite de ce que le juge Pierre Verdon reconnaisse la « bonne foi » manifestée par son organisation lors de l'intervention controversée à Chambly, le 1er septembre 1994.

Tout en saluant l'esprit « objectif et constructif » du travail du magistrat, la Sûreté du Québec souligne, dans un bref communiqué émis hier, que son rapport reconnaît que le mandat de la SQ en matière de répression du trafic de drogue

« justifiait les moyens mis en place ».

Le corps de police indique par ailleurs qu'il ne pourra que tirer profit des observations mises de l'avant « compte tenu de sa volonté de toujours continuer d'améliorer ses services ».

La SQ signale finalement que toutes les recommandations du juge Verdon seront analysées et leur mise en application discutée avec les autorités du ministère de la Sécurité publique.

**30 000 \$**  
en prix à gagner

**LES SALONS D'HABITAT D'AUTOMNE**

LE GRAND SALON DE LA RÉNOVATION ET DE LA DÉCORATION

PLACE BONAVENTURE DU 21 AU 24 SEPTEMBRE

LA PRESSE, CKOI ET LES SALONS HABITAT D'AUTOMNE VOUS OFFRENT LA CHANCE DE GAGNER UN DES SIX (6) PRIX D'UNE VALEUR DE 5000 \$ CHACUN.

1 ensemble d'électroménagers de Jenn-Air incluant 1 réfrigérateur, 1 cuisinière et 1 lave-vaisselle ou 1 ensemble de foyer Sécurité de Multi-Feu incluant portes plaquées or 24-kt, cheminée, sortie d'air chaud simple, persienne laiton et cendrier.

### LES TIRAGES ....

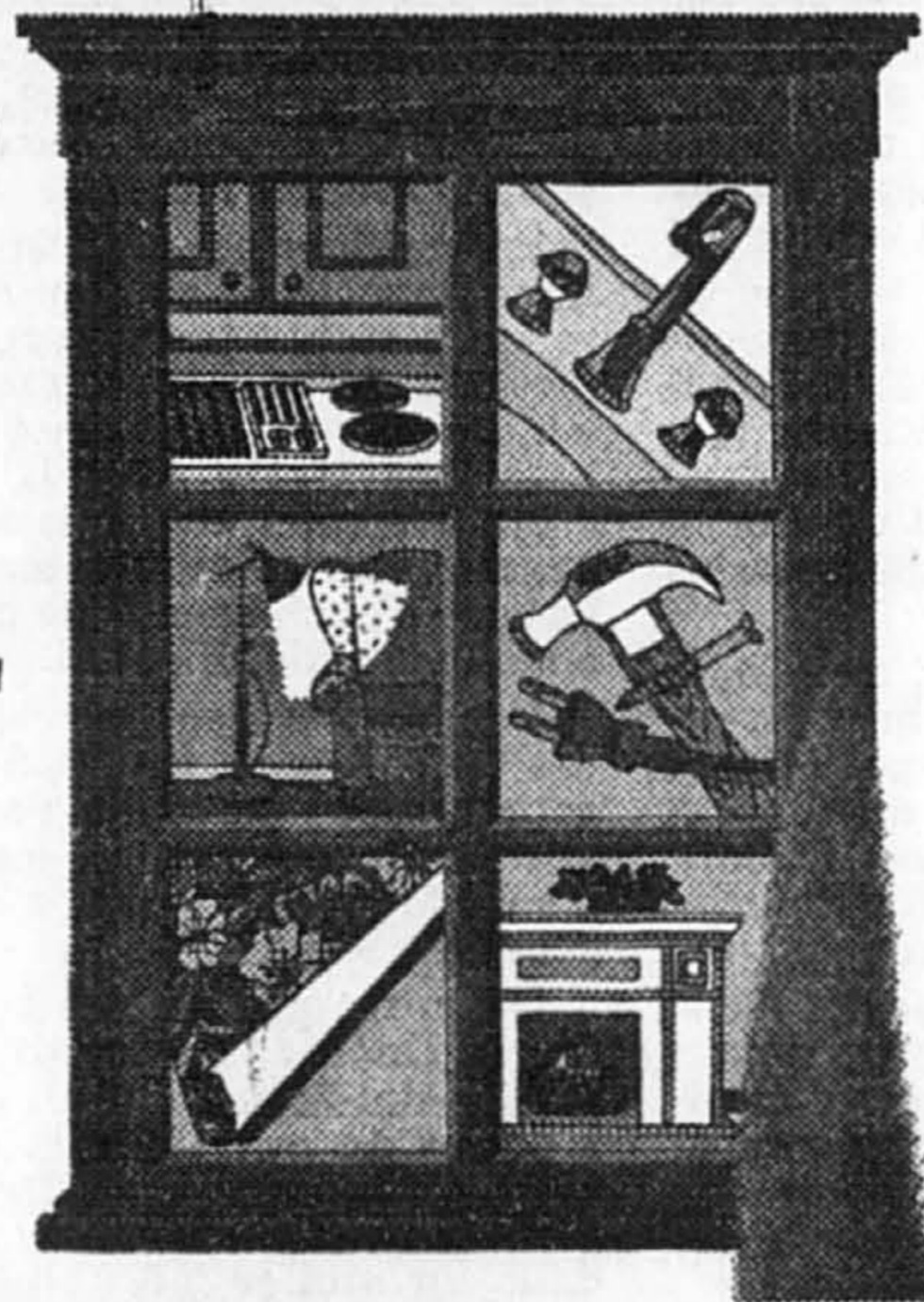
Pour participer, choisissez le prix que vous désirez gagner et déposez-le à la sortie du salon, dans le stand de Jenn-Air ou celui de Multi-Feu, selon le prix que vous désirez gagner! Ou encore, postez-le.....



JENN-AIR



Multi feu  
Tout feu, tout flamme!



**30 000 \$**  
EN PRIX À GAGNER

SALONS HABITAT D'AUTOMNE

### 6 GRANDS PRIX À GAGNER

Électroménagers de Jenn-Air et ensemble de foyer de Multi-Feu

Les 6 tirages auront lieu aux Salons habitat d'automne le dimanche 24 septembre 1995 à 19h00.

Nom : \_\_\_\_\_ Âge : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_ App. : \_\_\_\_\_

Ville : \_\_\_\_\_ Code postal : \_\_\_\_\_

Téléphone : (\_\_\_\_) \_\_\_\_\_

### COCHEZ LE PRIX QUE VOUS DÉSIREZ GAGNER :

Électroménagers de Jenn-Air  Ensemble de foyer de Multi-Feu

Nommez un des membres de l'équipe de l'émission "Yé trop d'bonne heure" sur les ondes de CKOI :

N.B. Pour être valide, ce coupon doit être dûment complété.

S.V.P. cochez la case suivante si vous ne désirez pas profiter d'offres publicitaires.

UN ÉVÈNEMENT EN COLLABORATION AVEC

Le Presse CKOI 96.9 FM

Remplissez le coupon et déposez-le dans le stand de Jenn-Air ou de Multi-Feu, selon le prix que vous désirez gagner! Ou encore, postez-le à La Presse, CP 11051 Succ. centre ville Montréal (Québec) H3C 4Y7

Les coupons doivent être reçus à La Presse au plus tard le vendredi 22 septembre à 17h.

Les fac-similés faits à la main sont acceptés

## Conseil du référendum

Il existe au Québec un Conseil du référendum tel que le requiert la Loi sur la consultation populaire.

Le Conseil est formé de trois juges de la Cour du Québec. Monsieur le juge en chef Louis-Charles Fournier en assume la présidence; il est assisté de monsieur le juge en chef associé Rémi Bouchard et de monsieur le juge Paul Mailloux.

Le Conseil du référendum est le tribunal compétent devant lequel peut être prise toute procédure judiciaire qui concerne le référendum. C'est donc ce tribunal qui devra être saisi des questions de fond relatives à la tenue d'un référendum comme celles portant sur la validité d'une disposition de la loi, sur l'interprétation qu'il faut en donner ou sur son application au déroulement du processus référendaire.

Toute personne qui désire entreprendre une procédure judiciaire devant le Conseil du référendum doit le faire à l'aide d'une demande écrite déposée au greffe de la Cour du Québec du district judiciaire de son lieu de résidence ou au bureau du Président du Conseil à Québec.

Par ailleurs, toute plainte concernant une contravention à la loi est soumise au Directeur général des élections du Québec qui, après enquête, peut décider d'intenter une poursuite devant la Cour du Québec.

Pour plus de renseignements sur la façon de s'adresser au Conseil, veuillez composer le numéro suivant: (418) 649-3424.

### Des questions? Appelez-nous!

Pour de plus amples renseignements, n'hésitez pas à communiquer avec nous, de 9 h à 22 h, sept jours par semaine, en composant:

**1 800 461-0422**

(sans frais)

(appels en provenance de l'extérieur de la région de Québec) ou

**(418) 528-0422**

(appels en provenance de la région de Québec)



LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS DU QUÉBEC  
Pierre-F. Côté, C.R.

parce qu'un vote, ça compte

Québec  
95  
Référendum

# Rochon préfère une hausse d'impôt à un ticket modérateur

MARIE-FRANCE LÉGER

■ Même s'il doit réduire les dépenses de plus de 540 millions cette année dans le secteur de la santé, le ministre Jean Rochon est plus convaincu que jamais que la formule d'un ticket modérateur n'est pas la solution.

Interrogé au terme d'une conférence prononcée hier après-midi à l'Institut neurologique de Montréal sur les défis qui attendent le système de santé, M. Rochon a indiqué qu'une hausse des impôts serait préférable à un ticket mo-

dérateur. « Avant de penser à un ticket modérateur, il faut s'assurer que le système fasse le maximum avec ce qu'il a, a dit M. Rochon. Si on n'y arrive pas, il y a d'autres moyens. Par voie de taxation, par voie de primes... »

Un ticket modérateur peu élevé, a rappelé le ministre, comme dans le cas des frais de deux dollars imposés en 1992 aux personnes âgées, n'a pas eu l'effet escompté puisque la consommation de médicaments a repris de plus belle. À l'inverse, a-t-il ajouté, un ticket modérateur plus élevé, entre 15 ou 20

dollars, pourrait avoir un effet désastreux en réduisant l'accessibilité aux services de santé pour la classe moyenne.

### Des résidents mécontents

Le ministre a eu maille à partir avec des jeunes résidents de l'université McGill qui ont dénoncé l'entente intervenue cette semaine entre le gouvernement et les médecins spécialistes. L'entente, qui va chercher 65 millions dans les poches des médecins, est, selon M. Rochon, « équitable » et ne « crée pas

deux catégories de médecins. » Il a encore précisé que cette entente était transitoire. « Au lieu d'avoir une rémunération pleine au bout de trois ans, ça se fera au bout de cinq ans. »

L'entente de principe prévoit une baisse des revenus chez les 800 spécialistes les plus rémunérés. Elle entraîne également une diminution de 30 p. cent des revenus des nouveaux spécialistes, par rapport aux revenus de leurs aînés, pendant leurs deux premières années de pratique et de 20 p. cent la troisième année. Dans les régions « intermédiaires » et dans les régions éloignées, les

revenus des nouveaux médecins sont amputés entre 25 p. cent et cinq p. cent les trois premières années.

Le représentant de la Fédération des médecins résidents de McGill, Harold J. Olney, déplore que les jeunes aient à absorber une ponction de 27 millions. « Je ne pense pas que c'est équilibré. Je pense qu'encore une fois les jeunes paient pour les autres. On ne peut pas comparer avec les avocats ou les ingénieurs. Nous devons parfois étudier et travailler comme résidents jusqu'à 12 ans avant de commencer une véritable pratique. »

## Un plafond est imposé aux médecins spécialistes les mieux rémunérés

L'entente entre Québec et la FMSQ réduit aussi les revenus des jeunes

ROLLANDE PARENT de la Presse Canadienne

■ L'entente intervenue entre la Fédération des médecins spécialistes du Québec (FMSQ) et le ministre de la Santé Jean Rochon entrainera une baisse substantielle de revenus chez les quelque 800 spécialistes qui travaillaient le plus tandis que les nouveaux spécialistes auront une rémunération moindre que leurs aînés au cours de leurs trois premières années d'exercice.



Pierre Gauthier

Tels sont les deux effets majeurs de l'entente rendue publique hier par le président de la FMSQ, Pierre Gauthier, au cours d'une conférence de presse.

Il a été établi qu'un médecin spécialiste en pratique privée ne pourra facturer annuellement au-delà de 300 000 \$ à la Régie de l'Assurance-maladie du Québec alors que celui qui travaille en milieu hospitalier sera limité à 255 000 \$.

Une fois ces plafonds atteints, les spécialistes ne toucheront que le quart de la rémunération normalement versée.

Par cette mesure de plafonnement, le ministre de la Santé compte réduire la facture de 65 millions sur trois ans.

De l'avis de M. Gauthier, les spécialistes qui oeuvrent en radiologie, ophtalmologie, gynécologie-obstétrique, cardiologie et chirurgie cardiaque seront ceux qui seront le plus touchés.

Pour ce qui est des 300 nouveaux spécialistes qui commencent leur pratique annuellement, la rémunération « progressive » (comme la qualifie la FMSQ) qui leur sera versée au cours de leurs trois premières années de travail permettra de faire économiser au gouvernement la somme de 27 millions \$.

Leur rémunération sera différente selon qu'ils travaillent à Montréal, dans les régions intermédiaires ou éloignées.

Les nouveaux spécialistes qui commenceront à Montréal recevront 70 % de la rémunération

de leurs aînés pour les deux premières années et 80 % de celui-ci pour la troisième.

Dans les régions intermédiaires, ils commenceront à 75 % pour les deux premières années et passeront à 85 % pour la troisième année.

Dans les régions éloignées, ils obtiendront 85 % pour les deux premières années et 95 % pour la troisième année.

Les incitatifs de 20 % demeureront pour ceux qui iront pratiquer en régions éloignées.

Bien conscients de l'opposition des jeunes spécialistes quant à cet arrangement, le Dr Gauthier leur a demandé de tenir compte de l'ensemble de l'entente et de la difficulté de répartir à l'ensemble des 7000 spécialistes la ponction faite sur leur rémunération.

« Il y a 25 % des médecins spécialistes qui gagnent actuellement moins de 130 000 \$, après 10 à 15 ans de pratique, de sorte qu'il aurait été inapproprié de leur faire subir une diminution », a-t-il plaidé.

« Les mesures appliquées aux médecins débutants seront transitoires », a-t-il ajouté.

M. Gauthier a indiqué que les médecins spécialistes débutants commenceront avec un revenu moyen brut de 127 000 \$ tandis que celui de l'ensemble des spécialistes s'établira à 184 000 \$.

### Incitatifs à la retraite

Par ailleurs, l'entente prévoit des incitatifs à la retraite pour ceux qui ont 65 ans et plus. L'objectif est de fournir un revenu de remplacement à une certaine d'entre eux. Ce montant pourra aller jusqu'à 150 000 \$ annuellement, pendant deux ans.

Comme il y a en outre 200 spécialistes qui prennent leur retraite annuellement, cela fera de la place pour les 300 nouveaux spécialistes bien que la fermeture d'hôpitaux et la réorganisation des services vont toucher 630 spécialistes qui auront à se trouver une place dans un autre établissement ou ailleurs.

Finalement, la possibilité nouvelle accordée aux spécialistes de pratiquer à mi-temps fera également de la place à ceux qui cherchent un poste.

L'entente entre en vigueur le 1er octobre.



PHOTO ROBERT MAILLOUX, La Presse

### Séro-Zéro : le grand amour

Le président du conseil d'administration de Séro-Zéro, Serge Thibault (à droite), a lancé hier en présence du député bloquiste de Hochelaga-Maisonneuve, Réal Ménard, la seconde campagne de « mobilisation sociale » de son organisme. Cette initiative, qui vise notamment à prévenir la propagation du sida au sein de la communauté homosexuelle du centre-ville tout en contribuant à diminuer l'homophobie, mise sur un grand nombre d'affiches publicitaires qui seront disposées dans les dépanneurs ainsi qu'à l'intérieur des stations de métro.

## Envois de cigarettes par la poste : Santé Canada enquête sur Rothmans

Presse Canadienne OTTAWA

■ La compagnie Rothmans nie avoir contrevenu à la loi en envoyant gratuitement des cigarettes par la poste, mais des groupes anti-tabac croient que le gouvernement fédéral devrait porter des accusations.

Un porte-parole de Rothmans a confirmé hier que la compagnie avait bel et bien distribué de ses produits par la poste, sans vouloir cependant donner plus de détails. « Il y a effectivement des envois postaux, mais cela se fait en respectant les lois en vigueur », a déclaré hier John McDonald.

Il a ajouté n'avoir reçu aucune indication de Santé Canada à l'effet que ces envois postaux posaient problème, mais une en-

quête est en cours au ministère. « Mais si le gouvernement entre en contact avec nous, nous nous ferons plaisir de corriger la situation s'il y a lieu », a-t-il indiqué.

Un adolescent de 16 ans de Colombie-Britannique avait porté plainte auprès de Santé Canada après avoir reçu sans frais et sans l'avoir commandée une cartouche de cigarettes par la poste, accompagnée d'un questionnaire.

Or la loi portant sur le contrôle des produits du tabac stipule que les producteurs de cigarettes n'ont pas le droit de

donner leurs produits. La directrice d'une association de médecins pour un Canada sans fumée, Cynthia Callard, a expliqué que l'intention du législateur consistait précisément à empêcher les manufacturiers de produits du tabac de donner des échantillons.

Un porte-parole de Santé Canada a déclaré que Rothmans faisait l'objet d'une enquête pour savoir si la compagnie avait enfreint la loi sur le contrôle des produits du tabac ou celle sur l'interdiction de vendre des produits du tabac à des mineurs.

## Un détecteur portatif pour l'ostéoporose

CAROLE THIBAU/DEAU

■ Un appareil portatif permet désormais de dépister facilement les personnes à risque de l'ostéoporose, une maladie silencieuse qui se manifeste tard mais qui a des conséquences dramatiques sur la vie des patients, de leur entourage, et sur le système de santé.

Souvent, les personnes atteintes d'ostéoporose prennent connaissance de leur condition osseuse seulement lorsqu'elles se retrouvent à l'hôpital, avec une hanche cassée, un poignet, ou même une vertèbre, à la suite d'une simple chute.

Au Québec, plus de 500 000 personnes de plus de 50 ans risquent de subir au moins une fracture ostéoporotique grave. Dans ce groupe d'âge, une femme sur quatre et un homme sur huit souffrent d'ostéoporose.

Le coût du traitement des fractures dépassera le milliard de dollars en 1995 au Canada, estime la Société de l'ostéoporose du Canada, et la prévention aurait ici été payante.

### Plus de tests

Le test de densité osseuse n'est pas disponible dans tous les centres hospitaliers. L'ostéodensitomètre portatif permettra de tester un plus grand nombre de personnes.

Le test de densité de l'os, qui prend de cinq à sept minutes, pourra être offert dans les expositions, les entreprises, les centres commerciaux.

Le « client » pourra savoir immédiatement si sa condition osseuse est normale ou bien s'il devrait faire faire une investigation plus poussée à l'hôpital.

L'appareil, d'une valeur de 40 000 dollars, est un don de la Fédération des producteurs de lait du Québec et des Producteurs laitiers du Canada. L'hôpital Saint-Luc fournira le personnel technique qui présidera aux examens.

Déjà, une tournée est prévue dans 14 villes du Québec. Ceux et celles qui veulent en profiter peuvent téléphoner au 879-1027 (Festival de la santé) pour connaître le calendrier. Les entreprises qui désirent la visite du technicien et de l'appareil pour un jour ou deux peuvent le demander à la Société de l'ostéoporose du Canada, au 935-3726.

### En bref

#### PRESSIERS SATISFAITS

■ « Les 150 pressiers, manutentionnaires de papier, mécaniciens et électriciens du Journal de Montréal ont réussi à conserver leur sécurité d'emploi dans le cadre d'un nouveau contrat de travail qui fait suite à une décision arbitrale », a annoncé Michel Côté, président de la section locale 41-M du Syndicat des communications graphiques (FTQ). Cette décision marque la fin d'un conflit très dur ponctué par un lock-out de cinq mois en 1993-94. L'arbitre dans ce conflit, Me Jean-Pierre Tremblay, a rendu une décision qui touche tous les aspects litigieux de la convention collective qui sera d'une durée de deux ans, soit jusqu'au 23 août 1997. L'ancien contrat était échu depuis le 30 juin 1993.

#### ARBITRAGE AU CASINO

■ C'est aujourd'hui que commencent les audiences pour l'arbitrage de la première convention collective du Syndicat des employés du Casino de Montréal (CSN). Les audiences se dérouleront en présence du président du conseil arbitral, Denis Tremblay, de deux assesseurs (Clément Richard pour la partie patronale et Maurice Sauvé pour la partie syndicale), ainsi qu'en présence des procureurs des parties (Gilles Guèvremont pour la partie patronale et Alain Brouillard pour la partie syndicale). Les séances se tiendront jusqu'au 13 novembre. Par la suite, le président du conseil arbitral et les deux assesseurs délibéreront afin de rédiger une convention collective pour le 1er décembre prochain.

## EMPIRE ENCANS

EXPOSITION Les sam. et dim. 16 et 17 sept. de 10h à 17h  
ENCANS Le dim. 17 sept., 13h et du lun. 18 au jeu. 21 sept. à 19h chaque soir

Par ordre de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, Direction de la gestion des biens immobiliers saisis (Secteurs des sciences de l'informatique et des services professionnels), ENCANS EMPIRE offre des articles acquis de particuliers, (par le produit d'activités illégales) et divers objets pour plusieurs intérêts privés et commerciaux, dont: tableaux d'artistes canadiens et étrangers, importante sélection de meubles de salle à manger, chambre à coucher et salon, bijoux modernes et de succession, objets en argent, pièces de cristal, porcelaines, tapis de Perse, bronzes, monnaies rares, etc. Plusieurs lots seront vendus - quel que soit le prix

**SANS MINIMUM - SANS RÉSERVE**

A.J. Casson, H/C, 12" x 15"	Henri Masson H/C, 30" x 40" (1736-1795)
Bol en céramique, (1271-1368)	Sam Borenstein "Blue Vase" H/C, 40" x 30"
Rare horloge mystère ancienne	Sam Borenstein H/C, 40" x 46"
Moorcroft Lampe	Rare inro Truikoku japonais avec netsuke en ivoire, période des Tokugawa
Magnifique service à thé 7 pcs en argent sterling	Importante sélection de tapis de Perse (tissés à la main) et verres sans minimum - sans réserve au plus offrant
Secrétaire rognon de style géorgien, avec plan d'écriture garni de cuir	Rolex en or 18ct pour dame
Bague solitaire sertie d'un diamant rond de 1,55ct	Oeuvres d'art précolombien

Articles à vendre pour le Gouvernement du Canada

**ENCANS EMPIRE 5500 Paré, Montréal, Qué. Tél.: (514) 737-6586**

# LA GRANDE VENTE du bon voisinage!

Venez choisir votre clôture et profitez de l'une ou l'autre des 2 options:

**A**

- Achetez maintenant au prix de 1995
- Installez maintenant
- Payez en avril 96

**B**

- Achetez maintenant au prix de 1995
- Installez en mai 96
- Payez en septembre 96

...Et en prime si vous et votre vois le achetez une clôture SAVINO, vous recevrez chacun une barrière GRATUITEMENT (selon le modèle sélectionné, achat minimum requis de 500 \$/100 par voisin.)

## Clôtures Savino

Le maître clôturier

3733, Jarry Est, Montréal Tél.: (514) 728-3653

## La venue de Nasreen ne fait pas l'unanimité

FRANÇOIS BERGER

La venue de la romancière Taslima Nasreen à Montréal, cette semaine, ne fait pas l'unanimité parmi les citoyens québécois originaires du Bangladesh.

Mme Nasreen, menacée de mort dans son pays par des intégristes musulmans, doit participer à une série de conférences hautement surveillées par les corps policiers qui entourent la personnalité bangladaise de mesures de sécurité exceptionnelles.

Les ressortissants du Bangladesh vivant au Québec — ils sont quelque 3000 — sont très divisés quant aux mérites de Mme Nasreen, accusée par les autorités judiciaires de son pays d'avoir tenu des propos blasphématoires à l'encontre de l'islam, notamment dans un livre (*La honte*) publié en 1993. Elle vit en exil en Suède.

« Mme Nasreen est bien accueillie par les intellectuels, mais pas par les autres », a commenté hier M. Abul Sher, président de la Fédération des associations bangladaises d'Amérique du Nord, dont le siège est à Montréal.

« Elle a raison de défendre les intérêts des femmes, mais elle a tort de s'en prendre au Coran », a dit M. Sher pour résumer les sentiments qui animent ses compatriotes. Cet accueil mitigé n'empêchera pas les Banglades-

his de Montréal d'assister à ses conférences, a ajouté le porte-parole bangladaise.

Selon M. Sher, les mesures de sécurité entourant la romancière controversée pour son premier séjour en Amérique sont tout à fait justifiées, car les fondamentalistes musulmans sont très actifs à Montréal.

C'est également l'avis de l'ex-journaliste bangladaise Shaheen Rezanur, qui s'occupe des réfugiés du Bangladesh au Québec. « Je ne crois pas que les fondamentalistes oseront s'attaquer à Mme Nasreen à Montréal, mais les mesures de sécurité sont nécessaires », a-t-il dit.

Selon lui, la romancière est un auteur plutôt « médiocre » sur le plan littéraire, et ses écrits ont été « dommageables pour l'image des femmes ». Son interprétation du Coran est également considérée comme « odieuse », a continué M. Rezanur, mais il n'en reste pas moins qu'elle fait figure de véritable leader féministe dans le monde musulman.

L'ambassade du Bangladesh à Ottawa a rappelé hier que Mme Nasreen est une « fugitive » recherchée dans son pays en vertu de la loi sur les crimes haineux, censée protéger les croyants de toutes confessions. On lui reproche ses « déclarations publiques malicieuses qui ont outragé les sentiments de la vaste majorité du peuple du Bangladesh ».



De nombreux policiers protégeaient Taslima Nasreen à son arrivée à Montréal.

## Mugéséra: un personnage important au Rwanda

JEAN-PAUL SOULIÉ

Léon Mugéséra était un personnage important dans son pays d'origine, le Rwanda. C'est ce qu'a expliqué hier matin l'historienne Alison Des Forges devant l'arbitre d'Immigration Canada, Pierre Turmel. Mugéséra qui réside maintenant à Québec, fait face à des accusations de crime contre l'humanité, et il aurait menti à un fonctionnaire canadien pour obtenir le statut de réfugié.

Selon l'historienne américaine et activiste des droits de la personne, Mugéséra faisait partie d'une élite intellectuelle — « la crème de la crème » — du pays. Non seulement son éducation, ses études à l'étranger, lui donnaient un énorme poids, mais il venait aussi du fief du président Habyarimana, avec lequel il aurait eu des liens très étroits.

Chef politique du parti du président, le MRND, Mugéséra avait la confiance du président. Il passait de son poste à l'université au ministère de l'Information, et à des délégations officielles en Europe et en Amérique du Nord pour aller chercher des appuis pour la défense du pays, menacé de l'extérieur par le Front populaire rwandais, alors réfugié en Ouganda.

Mugéséra aurait fait preuve, selon l'historienne qui a participé à la Commission d'enquête de l'ONU sur le génocide rwandais, d'une fidélité constante envers l'ancien président assassiné. Et le discours qu'il prononçait le 22 novembre 1992, qui allait, selon la poursuite, déclencher les premières tueries du génocide,

s'inscrivait dans la ligne du parti et de la pensée du président-dictateur.

### Les Yvettes au Rwanda

En commençant son contre-interrogatoire hier, Me Guy Bertrand, qui connaît son histoire du Québec, a voulu apprendre du témoin expert si Léon était bien conscient de la portée des discours qu'il prononçait. Il a demandé: « Est-ce que Mme Payette, quand elle a évoqué un vieux manuel scolaire et le personnage des Yvettes, était consciente qu'elle allait faire écho au « Oui » au référendum de 1980 ? »

Selon Mme Des Forges, quelques jours plus tard, le président lui-même allait servir un discours allant dans le même sens que celui qui est reproché à Mugéséra. « Il s'agit d'une personne qui parlait conformément aux objectifs du MNRD », conclut l'historienne.

Me Bertrand a tenté de savoir si Mme Des Forges parlait bien français, même si elle a choisi de témoigner en anglais. Elle s'exprime parfaitement dans la langue de Michel Tremblay. Les travaux de la Commission d'enquête de l'ONU sur le génocide au Rwanda se sont d'ailleurs déroulés entièrement en français.

Mme Des Forges a expliqué qu'elle avait séjourné à trois reprises au Rwanda et dans la région, pour préparer un doctorat. Elle parle la langue du pays, mais aussi le chinois, et elle a enseigné deux ans à l'Université de Pékin.

Aujourd'hui, Me Bertrand va poursuivre son contre-interrogatoire du témoin-expert.

## Éducation : des minorités se ravissent

D'abord absents des consultations sur l'avenir de l'école québécoise, les représentants de certaines minorités ethniques ont décidé à la dernière minute de présenter leur point de vue à la Commission des États généraux sur l'éducation.

La Commission avait convié spécialement cette semaine les minorités à des audiences sur l'avenir de l'école, mais peu de groupes avaient soumis des mémoires. D'importants groupes ethniques minoritaires avaient bou-

Cependant, le Congrès national des Italo-Canadiens a promis de déposer un mémoire vers le 20 septembre, après avoir fait une présentation verbale mercredi soir. Le groupe italien a notamment réclamé le renforcement des programmes d'enseignement des langues d'origine pour les immigrants et leurs descendants.

Aussi absents dans la préparation des États généraux, les Libanais se sont également inscrits à la dernière minute, sans toutefois présenter un mémoire. L'Union liba-

naise culturelle mondiale a fait une présentation verbale devant les commissaires.

Le président des États généraux sur l'éducation, M. Robert Bisailon, avait remarqué l'absence de nombreuses minorités aux audiences, la qualifiant de « problème de distance entre les minorités et l'école québécoise ».

Les minorités qui se sont ravissées ont été bien accueillies par la Commission, a noté hier un porte-parole des États généraux.

## CSST: quinze ans !

La Semaine de la santé et de la sécurité du travail se déroulera du 15 au 21 octobre. Pour la Commission de la santé et de la sécurité du travail, c'est

l'année des anniversaires : le 10<sup>e</sup> de la Semaine de la santé et de la sécurité du travail et le 15<sup>e</sup> de la Loi sur la santé et de la création de la CSST.

LIBRAIRIE  
**LE BOUQUIN**

Nous vendons les publications du gouvernement du Québec:  
- lois, règlements  
- livres administratifs, techniques  
- livres d'art, etc.

Commandes téléphoniques acceptées.

CONCESSIONNAIRE DES PUBLICATIONS DU QUÉBEC

Heures d'ouverture:  
lundi, mardi, mercredi: 9h à 20h,  
jeudi, vendredi: 9h à 21h, samedi: 9h30 à 17h

395, Boul. Cartier, Laval  
Tél.: (514) 688-6036 Fax: (514) 688-8844

11<sup>e</sup> édition  
Le 17 septembre

**HIPPODROME de MONTRÉAL**

**Coupe des éleveurs 1995**

L'ÉVÉNEMENT LE PLUS COURU DE L'ANNÉE

PARIEZ SUR DES CHAMPIONS  
SEULS LES MEILLEURS PRENDRONT LE DÉPART  
PLUS DE 1 700 000 \$ EN BOURSES

Tirage tous les jours de courses attelées. Tirages spéciaux le dimanche 17 septembre. À gagner, 1 Chevrolet Cavalier Z22 1995, en plus de 5000 \$ en bons de pari le 17 septembre si vous êtes présent au moment du tirage.

PLUS DE 55 000 \$ EN PRIX DU 3 AU 17 SEPTEMBRE

MOLSON EXPORT

Les bulletins de participation sont remis à l'admission contre une entrée payée. Les détails et règlements sont disponibles à l'Hippodrome de Montréal.

Allure classique

Manteau caban en laine pure  
Bleu marine ou rouge  
Seulement 195\$

Comme toujours...  
Les retouches sont sans frais.

A. Gold FEMME

960, Ste-Catherine Ouest • Les Galeries d'Anjou • Mail Champlain Brossard  
Fairview Pte-Claire • Entrepôt 2050-2056, Bleury • Promenades St-Bruno  
La Place Vertu • Centre Rockland • Carrefour Laval • No. 11, rue York, Ottawa

Un peu de danse...

petit train va loin

PARTICIPATION

**"Ils méritent tous une bonne correction!"**

VITE, MON BESCHERELLE!

DISPONIBLES CHEZ VOTRE LIBRAIRIE

HMH

Landesgroschank Stuttgart • Advanced Software Development Company • The Algonquin Forestry Authority • Westfälische Energie Aktiengesellschaft WESAG • Instituto Politecnico Nacional • Nippon Suisan Kaisha, Ltd. • Berendson Textil Service • Zhengzhou Crownhand Computer System Engineering Co., Ltd. • Crédit Lyonnais • Austrian Justice Administration • STD Computer, Inc. • Zynga Communications Corp. • Cantor Fitzgerald Securities • The Market Has Come to the Beach • KeyCorp • RWE Energie AG • Dash Eng. De Sistemas, Consultoria E Comercio Ltda. • Nippon Shuppan Hanbai, Inc. • Bear Creek Corp. • UNICAMP • Bell Sygma, Inc. • Hawaiian Electric Industries, Inc. • BlueCross BlueShield of Delaware • The Board of Education for the City of Hamilton • Steuerverwaltung des Kantons Bern • Boem & Parretti S.R.L. • Crédit Mutuel • Malaysian Airline Systems • Shimizu Corp. • Malibu Engineering, Ltd. • SinoRails Information Technology, Ltd. • Rechen-Zentrum Trebur • Caixa Catalunya • Aga Oy • Hanjin Information Systems & Telecommunication Co., Ltd. • Vanderbilt University Medical Center • Shanghai Ocean Shipping • Riksforsäkringsverket, RFV • Tren de la Costa S.A. • BANK IN LIECHTENSTEIN AG • Schweizerische Kreditanstalt • Hojgaard & Schultz a/s • Swissair Information Systems • Wachovia Corporation • Dogo & Dogo Informática • Österreichisches Statistisches Zentralamt (ÖSTAT) • PA Bureau of Disability Determination • BANK BUMI DAYA • Washington Mutual Bank • Sun Life Assurance • Omilia Truck Services • Woolworths Plc • RVS Verzekeringen • Carl Karcher Enterprises • RWW Systems, Inc. • Workshop Distribuidora de Sistemas Ltda. • Sul America Terrestres, Martimos e Acidentes Cia. Seguros • Xian Crownhand Computer System Engineering Co., Ltd. • Helsinki Media • Rando Software Corporation • The Sanwa Bank, Ltd. • BlueCross BlueShield of Alabama • Kobe Steel Co., Ltd. • Compensation Rating and Inspection Bureau of RATIO Handel GmbH & Co. KG • Vital Forsikring AS • The Nikko Securities Co., Ltd. • BEWAG • Markeds- og Mediamidlet AS • Candle Corporation • Whitewolf Communications • EDG Mæglerne • MBS Textbook Exchange, Inc. • Siam Commercial Bank Public Company Limited • Wintershall AG • Cargill S.A.C.I. Argentina • Landschaftsverband Rheinland • First Virginia Services, Inc. • Laser Mail Services, Inc. • Topdanmark A/S • American Express Financial Advisors • Wiener Stadtwerke • Sino United Technology, Ltd. • Cheatenham & Gloucester • Plexus Interactive • Agence France-Presse (AFP) • SinoChem Electronics Information Technology Company • CJW Associates • Karl Vogt Betonwerk Porta Westfalica GmbH & Co. KG • Hydra-cylon International, Inc. • Clarke Reporting Service • Hella KG Hueck & Co. • Alleanza Assicurazioni • Santa Clarita Health Care Association (SCHCA) • Computers S.A. • KEURO Besitz GmbH & Co. EDV Dienstleistungs-KG • MD Foods • Washoe Medical Center • Comune di Verona • Bellaire Group • Sysline Group Case Consultants S.R.L. • Union Bank • Haikou IBC Microelectronics System Co. • Banco Bica S.A. • Country Companies Insurance • Ministerio de Economía, Hacienda y Finanzas • JBA International • Union de Prévoyance des Cadres (U.P.C.) • ASC II • Mergent International, Inc. • The Hokkoku Bank, Ltd. • Metacompany - Brabant B.V. • ARAG S.p.A. • Metallgesellschaft AG • ERGIE SA • Finanzinspektionen • Methodist Medical Center • Banco Guipuzcoano • Air Inter • MI TECH Co. (Mission Computer) • GROUPE MUTUEL ASSURANCES • Tucson Medical Center • Beijing ComputerLand Company, Ltd. • Sarah Bush Lincoln Health Center • Crédit Agricole Val de France • CREDIT FONCIER VAUDOIS • JCB Co., Ltd. • The Bank of Ryukyus, Ltd. • Bertel O. Steen AS • Cyranex Corporation • UNIPPORT • The Access Pvt. Ltd. • 3D Microcomputers • Hygrade Distribution and Delivery Systems, Inc. • Dale Management • The Southern California Gas Company • Dalian Crownhand (North China) Co., Ltd. • Meie Assicurazioni • CPRM - Companhia de Pesquisa de Recursos Minerais - Geological Survey of Brazil • Credencial Argentina S.A. • Beijing Huaneng Systems Control Co., Ltd. • Danisco • Waseda University • SYSDAT GmbH, Köln • Impuls Küchen • Bank of Hawaii • Indiana Dept. of Transportation • Associated Wholesale Grocers • Colonial Penn Insurance Company • PC Financial Network and Service of the Pershing Division of Donaldson, Lufkin & Jenrette Securities Corporation • Danish Commerce & Co. • Realkredit Danmark • The Awa Bank, Ltd. • Best Line • Simpson Thacher & Bartlett • Delius Klasing Verlag • 17th Judicial Circuit Court • Aarhus Oliefabrik A/S • CPA Sistemas de Informação e Com. Ltda. • ABCO Foods • Direção Processamento de Dados, Ltd. • CGMX • VEKA, AG • Disability Determination Services of Texas Rehabilitation Commission • The Japan Racing Association • DNHS-WC Data Center • Alliance Insurance Companies • Dobbs International Services • ATCA (Asociación técnica Cajás de Ahorros) • Insurance Services Office, Inc. • Cable and Wireless, Inc. • The Royal Hong Kong Jockey Club • VEW Energie Aktiengesellschaft • DOT • Rechenzentrum • SAVAG Versicherungen • Raso Enterprises • Dr. David Yamabe P.C. • The Yasuda Fire and Marine Insurance Co., Ltd. • DST Systems, Inc. • Athena Design, Inc.™ • DVAG Deutsche Vermögensberatung Aktiengesellschaft • EA-GENERALI • CAI (Caja de Ahorros de la Inmaculada) • Eicon Technology • Volkswagen Argentina S.A. • Eiker Sparebank • Mercedes-Benz do Brasil S.A. • Assurances Mutuelles de l'Indre (AMI) • Beijing READ Technic & Trade Development, Ltd. • Realeaf Soluvel do Brasil S.A. • BlueCross BlueShield of New Jersey • Enterprise Rent-A-Car • Comunicaciones Empresariales Telematicas • Beijing Stone Rich Sight Information Tech. Co., Ltd. • Xin Xing Hi-tech Communication Development Company • Fallon Clinic • Intelligent Environments, Inc. • DKV Deutsche Krankenversicherung AG • Farmers Group, Inc. • Centrale de compensation • Amerisure Companies • Hewitt Associates, L.L.C. • Fireman's Fund Insurance Company • Ayuntamiento del Municipio de Puebla • Caja de Ahorro y Seguro S.A. • Schweizerische Mobiliar Versicherungsgesellschaft • Caja Rioja • AMEV • Flagstar Corporation • AFG Industries, Inc. • BlueCross BlueShield of Florida, Inc. • Wolfgang DENZEL Kraftfahrzeuge AG • Mercedes-Benz Mexico, S.A. de C.V. • B&B • CSX Transportation, Inc. • HFC Bank Plc • CPFL - Cia. Paulista de Força e Luz • Frankson Information Management • BlueCross BlueShield of Michigan • Fred Meyer, Inc. • GAD - RZ der westfälischen Volks- und Raiffeisenbanken • Schweiz Rückversicherungsgesellschaft • Twentieth Century Services • Allianz Life Insurance Company of North America • Galileo International Partnership • Einrichtungshaus Ostermann GmbH • Aleabyt • Inter Systems S.A. • Curtidora del Oeste Santafesino S.A.I.C. • General Accident Insurance • Karjaportti • ConAgra™ Trading and Processing • VF Corporation • Amplifon S.p.A. • GEO do Brasil • ECI voor boeken en platen b.v. • Gjensidige Forsikring • Alm. Brand af 1792 • Caja Sabadell • Grace Italiana S.p.A. • Groupe AXA • Cajun Electric Power Coop, Inc. • Bofrost Italia S.p.A. • Equitable Life Assurance • FGH Bank N.V. The Realty Bank • Concord System Management Corp. • Grupo Antarctica • First Image Management Co. • Caisse d'Epargne de Picardie • Westfälische Provinzial Versicherung der Sparkassen • Cera Bank • Grupo Braeco • Mercur Assistance Italia S.p.A. • Shenzhen Aihua - Crownhand System Engineering Co., Ltd. • SMS • Guangzhou Crownhand (South China) Co., Ltd. • First National Bank of Maryland • Sinteleo Società Industrie Telecomunicazioni • Inter-BBS Asesoria • Fiducia • Crownhand Development Company, Ltd. • SMABTP • Haggard Clothing Company • BRENNET AG • Consoft International • Health Management Systems, Inc. • Memorial Hospital of Colorado Springs • GROUPE PUBLICITAS • Baliceo International • Kansas Turnpike Authority • Mercantile Stores Co., Inc. • Hibbert Wholesale (1987) Ltd. • Grupo Financiero Margen • CSK Corp. • Finnair • Hilgraeve, Inc. • First Tennessee Bank • Homag AG • Asia Pacific College • Consolidated Communications, Inc. • Assimoco S.p.A. • Hospital Italiano • Huntington National Bank • Central Atlantic Toyota Distributors, Inc. • ECO S.p.A. • Emphesys Financial Group • ICA Handlarnas AB • Centra Health • Eradgas-verkaufsgesellschaft GmbH • FATH - Internacional de Conversões Ltda • Bayerische Raiffeisen- und Volksbanken • Winterthur-Versicherungen • Iceland Frozen Foods • Gobierno de Mendoza-Argentina • First Union Corporation • IMC Proyectos & Consultoria, S.A. de C.V. • Coop Bank • Central DuPage Hospital • IndiCon Software • Danys-Consultants, Inc. • The Press Association • Columbia House Company • Informatic Beheer Group • Empire BlueCross BlueShield • INGE-COM • Gebr. HÄPPICH GmbH • INPELIT Integration and Testing Laboratory • INPS • Data Control Training School • Corte Suprema de Justicia de la Nación • VHA, Inc. • Jiangsu International Machinery & Electronics Exchange City Development Co. • SKF • Grupo Unidos • RVC GmbH Datenverarbeitungsgesellschaft • Keramik Laufen AG • Bank of Melbourne, Ltd. • Chubb & Son, Inc. • GasTOPS, Ltd. • Kesko Ltd. • Carrozeria Bertone • AGF • Kookmin Bank • CORPNET/BR • 2KPlus Information Systems Consulting, Inc. • Banco de la Provincia de Chubut • Kranzhühler Medizinische Systeme GmbH • Tropworld Casino & Entertainment Resort • Japan Broadcasting Corp. • Alphabyte Computer Solutions •

## MÉMO

**À: Toutes les compagnies qui recherchent un système d'exploitation 32 bits ayant fait ses preuves**

**DE: Tous les utilisateurs convaincus**

*Depuis des mois, il y a un grand battage publicitaire autour d'un nouveau système d'exploitation 32 bits. Nous voulons simplement vous rappeler qu'il n'y a rien de nouveau là-dedans. Il existe déjà sur le marché un système d'exploitation 32 bits qui a fait ses preuves. Son nom? OS/2. En effet, des milliers d'entreprises - sans parler des millions d'utilisateurs individuels - lui font confiance depuis plusieurs années.*

*La vente de plus de neuf millions de permis démontre qu'OS/2 offre une plateforme stable de 32 bits répondant réellement aux besoins changeants de l'informatique de gestion.*

*Prenons par exemple notre nouveau logiciel OS/2 Warp Connect, conçu pour les environnements de réseau. Ses solides fonctions multitâche et multifilière exécutent les tâches à mission vitale plus rapidement et plus efficacement que jamais auparavant. Et la fonction OS/2 de protection en cas d'interruption de programme protège votre système contre les pannes généralisées. Votre entreprise est donc toujours fonctionnelle et performante.*

*Des entreprises provenant de tous les secteurs dans le monde entier s'aperçoivent chaque jour à quel point OS/2 peut les rendre plus performantes. Vous voulez savoir pourquoi elles utilisent OS/2 dès aujourd'hui au lieu d'attendre à demain? Appelez-nous au 1 800 672-9277, poste 1020. Ou alors, consultez notre page d'accueil à <http://www.austin.ibm.com/psinfo/os/2.html> pour obtenir plus d'information.*

IBM OS/2 et «Protection en cas d'interruption de programme» sont des marques de commerce ou des marques déposées d'International Business Machines Corporation, utilisées sous licence par IBM Canada Ltd. Faites le <http://www.ibm.com> pour consulter la page d'accueil IBM. IBM Corporation, 1995. IBM Canada Ltd., 1995.



Kymmene Oy • Brasoft • Brauerei Felsenkeller Herford • The PMA Group • Kymmene Corporation • la CAIXA • Lufthansa Linée Aeree Germaniche • APICIL-ARCI • Lutheran Brotherhood • COGISTEL • LVM-Versicherungen • Sankyo Aluminium Industry Co., Ltd. • Mainline Information Systems, Inc. • INTER-TEL • Markov McKay, Inc. • Associated Wholesalers, Inc. • Maronese Mobili S.R.L. • MARPOSS S.p.A. • Martice Kern Systems • Applied Information and Management Systems • Martins Comercio Importação e Exportação Ltda. • International Information Product Company • Brock University • Amt der Burgenländischen Landesregierung • Lechters, Inc. • Fina • LOI Leidsse Onderwijsinstellingen • Japan Travel Bureau, Inc. • Brodtene Hartmann A/S • Leopard Communications • Trustmark Insurance Company • Leviton Mfg. Co., Inc. • Liberal Arts Computing Lab University of South Carolina • LIP-POBANK • Lithonia Lighting • Goudse Verzekeringen • Previsio, Inc. • Mercedes-Benz Argentina • Capital City Bank • Marwild • Processamento de Dados Ltda. • Delta Lloyd • Derks Star Busmann • Mazda Motor of America, Inc. • Deutsche Bank • Deutsche Bank Argentina S.A. • Aihua Crownhand Beijing • Minolta Co., Ltd. • Deutsche Sparkassen-Datendienste GmbH • Mercedes Finance • Dillard Department Stores • Ministry of Justice • Bally France • Comité International Olympique • NYNEX • USAir • SABRE Travel Information Network • Mobil Natural Gas, Inc. • Toyota Motor Sales • Metropolitan Life Insurance Company •

Canadian Operations • Missouri Highway and Transportation Department • Mitsubishi Motors Corp. • The Great Atlantic & Pacific Tea Company, Inc. • Ford Credit • The Royal Bank of Scotland • Alamo Rent A Car • International Seal Canada • Mitsui Mutual Life Insurance Co. • BBK (Bilbao Bizkaia Kutxa) • Datalux/Genetec • MJI - Multijob Informática, Ltd. • Bank of Boston • Airline Tariff Publishing Company • Co Yu Publication Corp. • Cole National Corporation • Mobilificio Florida S.p.A. • American Agricultural Insurance Company • Endsleigh Insurance Service Limited • Energie-Aktiengesellschaft Mittelddeutschland • Bank of China • Coglio Luigi Milano S.p.A. • Multitask Consulting • Turku • Brown Brothers Harriman & Co. • Mutuelles Regionales d'Assurances • Nanjing Crownhand Electronics Development Co., Ltd. • Nantian Software Engineering Co., Ltd. • nanz Norddeutsches Apotheken-rechenzentrum e.v. • Changzhou Golden Bridge Network System Co., Ltd. • National City Corporation • National General Insurance Co. (NGIC) • National Grain Information Center • Computurist S.A. • Bugatti F.W. Brinkmann GmbH Bekleidungswerke • ComputNet AG • NationsCredit Corp. • LEC • Catalina Marketing Corporation • Toppan Printing Co., Ltd. • Nishin Steel Co., Ltd. • NITEK Corporation • Bank of Scotland • NMPP • Nolte Küchen GmbH & Co., KG • Master Trade, Ltd. • Nordbanken • Nordlandsbanken AS • Bundeslaender Versicherung • Erhvervs- og Selskabsstyrelsen • Eric Shoenfeld, M.D. • EPO-European Patent Office • North Carolina Farm Bureau Mutual Insurance Co. • Toshiba City Office • North Pacific Bank, Ltd. • Norwest Corporation • NovoPharm Biotech • NOVUS Services, Inc. (Discover Card) • CMS Informatique • Nowsec Well Service, Ltd. • NRS Veitch Realty, Ltd. • Omron Corporation • Espoo • Burlington Northern Railroad • On-line Data • Onspec Automation Solutions • ÖRAG Rechtsschutz Versicherungen AG • Osaka Gas Information System Research Institute Co., Ltd. • OSDE Binario • A.C. Simmonds & Sons, Ltd. • Adolf Ahlers AG • Adra Sales, Inc. • ÖSTERREICHISCHE POSTSPARKASSE • International Software Development Company • Padana Assicurazioni S.p.A. • Molfino Hnos. S.A. • Nationwide Insurance Enterprise • CORCOS Industriale S.p.A. • Esso Petroleum Co., Ltd. • MSR Development Corporation • Alfred C. Toepfer International S.A. • Paltorn International • Banca Agricola Milanese S.p.A. • Patriot Computer Corp. • PC Halle S.A. • BlueCross BlueShield of Western New York, Inc. • La France Assurances • ARCO S.A.I.C. • Mitsubishi Electric Corp. • Argonaut Technologies Ltd. • Monolog Technologies, Inc. • Pima County Attorney's Office • Banca Briantea S.p.A. • Nissan Norge AS • Maxis • AKZO Nobel Chemicals S.p.A. • Pohjola-yhtiöt • Banco Río de la Plata S.A. • Policía Federal Argentina • Pontificia Universidade Católica do Rio Grande do Sul • ARAG Lebensversicherungs-AG • IKS Informations- und Kommunikationsinstitut der Landeshauptstadt Saarbrücken • Armed Forces Benefit Association • Prenatal S.p.A. • Landmark Consulting • Banco Shaw/Banco del Sud • Price Waterhouse LLP • Howmedica Inc., Division of Pfizer Hospital Products Group • Progressive Insurance Co. • Chemnitz Verkehr-Aktiengesellschaft • Primeware • China National Computer Software & Tech. Service Corp. • Provident Life and Accident Insurance Co. • CASCO Signal, Ltd. • Case Consultants • Miles Burke Associates, Inc. • Proxima Compagnie d'Athéna Assurances • Purina Mills, Inc. • Grupo Financiero Banorte • Chevy Chase F.S.B. • Chicago Mercantile Exchange • Procas Informática Ltda. • RBA Associates • Banco Bilbao Vizcaya (BBV) • Prominare, Inc. • Banca Popolare dell'Emilia Romagna Società Coop. a.r.l. • RJ Enterprises • Robert Greenberg Consulting Corp. • Rockwood Software, Ltd. • R.J. Reynolds Tobacco GmbH • Röhr-Gruppe • Royal Insurance • Rudolf Haufe Verlag • S&Q • Skill & Quality • PLANSEE AG • Oberland Glas AG • Saar LB • Safeway Stores Plc • American Bankers Insurance Group, Inc. • Salamander • LUZERNER KANTONALBANK • Samlink, Ltd. • Sankyu, Inc. • Banca Catalana • GENERALI verzekeringsoep n.v. • ESTEREL • SBT Australia • Beijing Jitong Telecommunication Corp. • Nippon Dantai Life Insurance Co., Ltd. • Nippondenso Co., Ltd. • ProSystec Computer, Inc. • Group Totta-Banco Totta & Açores-Credito Predial Português • Scame Parre S.p.A. • Schomäcker GmbH & Co. • E.Y.E. Marine Consultants • BLM Technologies • Thai Farmers Bank Public Company Limited • Bank Austria • Scottish Mutual • SDC of 1993 A/S • Berlinische Leben • Secura Insurance • Selin Finance • Servizi Elettrocontabili tra Banche Popolari/S.E.C. • bie-dro • Sevel Argentina S.A. • Shanghai Crownhand Computer System Engineering Co., Ltd. • Shanghai Dawn New Technology Co., Ltd. • M.S.G. • Phoenix Biomedical, Inc. • Peacock, Inc. • New Jersey Manufacturers Insurance Company • New Jersey Office of Student Assistance • Banque Sanpaolo • Raiffeisenverband Südtirol • HYPO-BANK • Snaidero R.S.P.A. • Software 2000, Inc. • University of Missouri School of Journalism • BURWOOD Associates, Ltd. • Software Express Informática • MaxServ • Software Technology LEADING EDGE Corporation • Banque Scalbert Dupont • Sparbanken Sverige AB • Nippon Life Insurance Corp. • Sparebanken Nord-Norge • St. Paul International Insurance Company • Stadt Dortmund • Clinique Medicale "Les Sources" • Stadtwerke Bielefeld GmbH • Kokuyo Co., Ltd. • Banco de Galicia y Buenos Aires • Stardock Systems • Richmond RC Supply, Ltd. • Pearl Assurance • OFD Koblenz - Landesvermögens- und Bauabteilung Mainz • Office Depot • Startel S.A. • BVV Versicherungsverein des Bankgewerbes A.G. • State of Maryland - Comptroller of the Treasury • Microrim, Inc. • MTI Vacations • BLM Transportation Group, Inc. • Multibanco Mercantil Probusa • Pense Truck Leasing • International Software Solutions • Hensley & Associates, L.C. • SJ Statens Järnvägar • France Telecom • PMSC • Multimedia Solutions • Neckerwerke Elektrizitätsversorgung AG • The Hyakujushi Bank, Ltd. • NetForce • Beijing Daheng New Tech Co., Ltd. • Sumitomo Life Insurance Co. • Sun Alliance • Sun Moon Star Co. • IOOF • Foundation Health, A California Health Plan • Ministerio de Economía • Dekalb County Public Defenders Office • Hazelhurst & Associates, Inc. • A Subsidiary of Northern Trust Corporation • Santory Co., Ltd. • Supercom • SUVA • Bitai • People's Insurance Company of China • Takenaka Corp. • Banco de La Pampa • Talbots • Tata Iron and Steel Co. • Baran-Harper Group, Inc. • Technische Werke der Stadt Stuttgart, AG • Peutronics Private, Ltd. • SWALEC • Telecomunicacoes do Mato Grosso S.A.-TELEMAT • TELESERVICE Datenfernverarbeitungs GmbH • Tennessee Farmers Insurance Companies • Beijing Legend Computer Group Co. • Texas Utilities • KLP Forsikring • Bentley Systems, Incorporated: Microstation • Knart Mexico, S.A. De C.V. • The Blue Ribbon Sound Works • Compton's NewMedia, Inc. • The CIT Group, Inc. • Barclays Bank • The Co-Operators • PERLMOOSER ZEMENTWERKE AG • Raiffeisen Verband Salzburg • Field Medical Computer Services • Banca Commerciale Italiana • G.E.S.I. Ags. Società Consortie A.R.L. • TOURING CLUB SUISSE (TCS) • Clayton County Board of Commissioners • Transportes Aéreos Ejecutivos, S.A. de C.V. • Travelers Insurance • BEXIMCO • UNCOGA Fed. Coop. Agrop. Coop. Ltda. • Barnett Banks, Inc. • Unibank A/S • Marketing Solutions™ Ltd. • Universidad Tecnológica Nacional • Swift Transportation Co., Inc. • ARS Computer Consulting GmbH • Associated Aviation Underwriters • Universidade Estadual Paulista-UNESP • Pall Italia S.R.L. • Banca Popolare di Milano • Burswood Resort Casino • Crédit Lyonnais • Austrian Justice Administration • Carl Karcher Enterprises • RWW Systems, Inc.

# Cégeps : le mouvement de débrayage risque de prendre de l'ampleur

Presse Canadienne

■ Le mouvement de débrayage qui a frappé hier 26 cégeps syndiqués à la CSN pourrait toucher d'autres cégeps, syndiqués à la FAC et à la CEQ.

La Fédération nationale des enseignants, affiliée à la CSN, représente 31 cégeps (ou 32 syndicats d'enseignants) sur une cinquantaine. Vingt-six de ses syndicats ont débrayé pendant 24 heures, hier, en signe de protestation contre les compressions de 48 millions exigées par le gouvernement.

Mais les deux autres regroupements de syndicats d'enseignants de cégeps se penchent présentement sur d'éventuels mandats de « journées d'étude ».

La Fédération autonome du collégial (FAC), un regroupement de 17 syndicats d'enseignants indépendants des grandes centrales, se penche jusqu'à aujourd'hui sur une recommandation de trois journées de grève à faire possiblement à ses assemblées générales. Cette recommandation n'était pas encore adoptée, hier en fin d'après-midi; des représentants des syndicats affiliés à la FAC en discutent encore entre eux, indiquant en entrevue le président Richard Landry.

À la CEQ, qui représente six syndicats d'enseignants de cégep, on parle plutôt d'une journée d'étude. Des assemblées générales se tenaient mercredi soir

ou hier, en vue d'exercer ce moyen de pression au moment approprié, si les syndicats locaux en décident ainsi.

Après l'arrêt de travail de 24 heures hier, la FNEEQ-CSN pourrait bien adopter d'autres moyens de pression ultérieurement, prévenait-on à la CSN.

Le gouvernement cherche à récupérer 48 millions à même l'enveloppe de l'enseignement collégial ce qui, selon les professeurs, pourrait se traduire par une diminution de 1 200 postes à temps complet.

Les enseignants craignent une augmentation du nombre d'étudiants par classe, de même que des exigences accrues en matière de préparation de cours.

Du côté patronal, le président de la Fédération des cégeps, M. Réginald Lavertu, a noté que « tous les efforts de rationalisation possibles ont été faits » après moult compressions budgétaires au fil des ans.

« Les autres catégories de personnel ont toutes été mises à contribution à plusieurs reprises pour faire face aux compressions. Les enseignants doivent accepter eux aussi de faire leur part », commentait M. Lavertu.

À Québec, le ministre de l'Éducation Jean Garon a cherché à calmer les esprits en déclarant que rien n'est décidé concernant l'augmentation possible du nombre d'élèves par classe et la charge de travail des enseignants.



Le mouvement de débrayage qui a frappé hier 26 cégeps syndiqués à la CSN pourrait toucher d'autres institutions.

# Pharmacien radié de l'Ordre pour 18 mois

## Dicaire avait vendu des tranquillisants sans ordonnance

ÉRIC TROTIER

■ Pour avoir vendu sans ordonnance 30 000 comprimés d'un fort tranquillisant, le pharmacien Pierre Dicaire a été radié pour une période de 18 mois par l'Ordre des pharmaciens du Québec.

Dicaire, qui était jusqu'à cet été membre du conseil d'administration de sa corporation professionnelle, a été reconnu coupable au mois de mars d'avoir fourni les médicaments à un « ami » pharmacien qui se cherchait un alibi.

Ce pharmacien, Jack Shore, ancien propriétaire d'une pharmacie de la rue Sherbrooke, à Westmount, a été condamné en mai 1993 à 60 jours de prison pour trafic de narcotiques, avant d'être radié à vie. Au moment où la police enquêtait sur son petit trafic, à l'automne 1992, il avait demandé à un certain Denis Cardinal (qui n'est pas pharmacien) de lui dégoter 40 000 comprimés de Novodipam (10 mg), un tranquillisant qu'on re-

trouve sur le marché noir et que certains consomment comme une drogue. Shore voulait alors dénoncer à la police qu'il n'avait pu faire le trafic de 40 000 comprimés de ce produit, puisqu'il les avait en sa possession, grâce à Denis Cardinal... et à Pierre Dicaire.

Dicaire a en effet accepté de prêter à Cardinal 30 000 comprimés de Novodipam. Cette « négligence grave », comme l'écrit le comité de discipline de l'Ordre des pharmaciens, aura finalement mené à la radiation temporaire de Dicaire, qui a depuis vendu ses deux pharmacies de Lachine.

Un deuxième pharmacien avait aussi accepté de fournir les médicaments à Cardinal. Il s'agit de Guy Milete, un pharmacien de Saint-Léonard reconnu coupable de la même faute que son collègue Dicaire, au printemps dernier. Lui aussi vient d'être radié, pour une période de six mois (il avait fourni 10 000 comprimés). Au lendemain de l'imposition de sa sanction, Milete l'a toutefois portée en appel.

# Bureau de crédit mis au ban

PIERRE BELLEMARE

■ Le message est clair : l'ACEF-Centre recommande aux consommateurs de ne pas faire affaire avec le Bureau de réhabilitation de crédit de Montréal ni avec une de ses filiales.

L'ACEF-Centre demande à l'inspecteur des institutions financières d'intervenir dans le dossier et de prendre les mesures qui s'imposent, afin de protéger les sommes d'argent versées par les consommateurs au Bureau de réhabilitation de crédit de Montréal.

Ce Bureau est une entreprise privée qui, depuis novembre 1994, annonce chaque semaine ses services dans un quotidien montréalais, en promettant d'aider des gens en difficulté financière à redevenir solvables.

Comment il s'y prend ? « En faisant des prêts, tout simplement », constate l'ACEF-Centre, aux termes d'une longue enquête menée ces derniers mois. Il y a cependant une particularité à l'opération : dans les faits, les clients du Bureau de réhabilitation ne reçoivent pas l'argent qui leur est prêté. Ils ne font qu'endosser un chèque fait à leur nom.

Le chèque retourne alors au prêteur, qui dépose l'argent « prêté » dans un compte, à un taux correspondant au taux offert par les banques. Le Bureau promet à ses clients qu'ils récupéreront l'argent placé dans ce compte à la fin de l'opération.

Par ailleurs, le client rembourse le prêt (fictif) qu'on lui a accordé — au moment de l'enquête de l'ACEF-Centre, le taux

d'intérêt pour cette opération était de 14 % — et le remboursement se fait par le biais de versements mensuels.

Pour aider ses clients à se refaire un nom, le Bureau de réhabilitation s'engage à signaler l'existence de prêts aux bureaux de crédit avec lesquels il fait affaire.

Il s'engage également à communiquer chaque mois avec ces entreprises de renseignements pour leur faire savoir que leurs clients remboursent l'argent qui leur a été prêté.

L'entreprise réclame des frais pour ce service et, au moment de l'enquête, ceux-ci étaient de 32 \$ par mois. Selon l'ACEF-Centre, le Bureau de réhabilitation contrevient à l'article 8 de la Loi sur la protection du consommateur.

**la Saie**  
services à domicile

AUJOURD'HUI ET JUSQU'À SAMEDI!  
**NOUS PAYONS LA TPS ET LA TVQ!\***

**NETTOYAGE DE TAPIS**  
Appelez avant le 23 septembre 1995 et nous paierons la TPS et la TVQ\* sur toute commande de nettoyage de tapis ou de mobilier.

**14 \$ Par pièce**  
Deux pièces minimum.

**49 \$ 4 pièces**  
Plus nous nettoyons, plus vous économisez.

**74 \$ Super offre! Maison complète**  
5 pièces, 13 marches et 1 vestibule.

**NOTRE SERVICE 4 ÉTOILES : UNE GARANTIE DE SATISFACTION À COUP SÛR!**  
\* Nos puissants appareils à la vapeur nettoient vos tapis à fond et leur rendent toute leur fraîcheur.  
\* Nos spécialistes apportent un soin particulier au nettoyage des taches rebelles et des endroits plus passants.  
\* Nous déplaçons et remettons en place la plupart des meubles pour pouvoir nettoyer tous les coins.  
\* Nous vous fixerons un rendez-vous qui vous convient. Nous travaillons même le samedi!

**PRIME : 10 \$ DE RABAIS**  
sur la facture totale lorsque vous combinez deux de ces offres lors du même rendez-vous.

Nous venons nettoyer et nous payons la TPS et la TVQ.\*

**49 \$ Canapé ou 2 fauteuils**

**79 \$ Canapé et 2 fauteuils**

**39 \$ Nettoyage professionnel de conduits de ventilation**  
Un conduit principal, plus 5,95 \$ par bouche.

**0,79 \$ Nettoyage de tapis d'appoint**  
Tapis de laine : 0,89 \$ le pied carré. Frais minimums de 50 \$. Ramassage et livraison inclus.

**Du lundi au samedi de 8 h à 18 h**

Montréal.....339-5420  
Sherbrooke.....820-1417  
Drummondville/Victoriaville.474-8007  
Trois-Rivières.....378-8480

\*Rabais équivalent à la TPS et à la TVQ! Demandez nos nouvelles trousseilles de détartrage. Renseignez-vous sur notre PROCÉDÉ DE NETTOYAGE COMBINÉ AU SHAMPOING ET À LA VAPEUR, offert à seulement 9 \$ de plus par pièce. Le traitement de protection des fibres, de même que le nettoyage des tapis traités au Stainmaster® ou des tapis berbères sont offerts moyennant des frais supplémentaires. Les salons et salles à manger combinés, ainsi que les pièces de plus de 200 pieds carrés sont considérés comme deux pièces. Le nombre minimal de pièces à nettoyer est de deux. Service de camion-usine moyennant 9 \$ additionnels par pièce. Certaines restrictions peuvent s'appliquer. Frais supplémentaires pour le nettoyage à sec et pour les tissus en coton halion, les canapés modulaires et les coussins de dossiers non attachés. L'offre prend fin le 23 septembre 1995.

**POUR FAIRE CONNAISSANCE... TOUT SIMPLEMENT**

# Trait d'union

Écoutez pour voir...

Trait d'union de La Presse vous donne accès à des centaines de messages de gens intéressants.

24 heures par jour, composez le **1-514-976-7111** pour entendre et laisser des messages.

Pour laisser un message dans une autre boîte vocale ou pour écouter vos messages dans votre boîte vocale, des frais de 1,79 \$ la minute seront portés à votre compte de téléphonie.

Que vous cherchiez l'amour ou l'amitié, écoutez Trait d'union. Vous devez être âgé(e) de 18 ans et plus.

Pour plus de renseignements ou pour enregistrer votre annonce qui sera publiée dans la rubrique Trait d'union de La Presse, composez le **(514) 761-7111**.

**ANNONCE GRATUITE TOUS LES JEUDIS ET SAMEDIS DANS**

**La Presse**

**AVENTURE ÉLECTRONIQUE**

Grande Ouverture VOISIN DE AU BON MARCHÉ

3520 ST-JOSEPH E. 255-3520

Venez profiter de nos rabais monstres!

**SUPER VENTE ANNIVERSAIRE!**

ASSISTANCE DE VENTE SUPPORT TECHNIQUE

1-800-310-9525

Concessionnaire autorisé

**PAYEZ EN MAI 1996**  
AUCUN INTÉRÊT.  
20% DE DÉPÔT REQUIS.  
VOIR DÉTAILS EN MAGASIN.

**580CD**

- Processeur Motorola 68LC040 66/33MHz avec 32-bit data bus
- Disque dur 500Mo IDE
- Mémoire 8Mo extensible à 32Mo
- Lecteur Apple SuperDrive 1.4Mo
- Lecteur CD-ROM AppleCD300i
- Mémoire vidéo 1Mo
- Carte de son stéréo 16-bit
- Fax/Modem 14.4 Kbps
- Moniteur couleur 14"

**MEILLEUR PRIX**

Concessionnaire autorisé

**STYLEWRITER 1200**

- Imprimante à jet d'encre
- Résolution de 720x360 ppp
- Vitesse d'impression de 3ppm
- 64 polices de caractère "TrueType", téléchargeables

**399<sup>00</sup>**

Concessionnaire autorisé

**STYLEWRITER 2400 COULEUR**

- Imprimante couleur
- Résolution 720 x 360 ppp en noir
- Vitesse d'impression 3ppm
- 64 fontes "TrueType"
- Alimentation multiples formats (jusqu'à 100 feuilles)

**649<sup>00</sup>**

**GRATUIT 500 \$**

NOUVEAU! Présentement disponible dans la région de Montréal.

EN LOCATION DE FILMS VIDÉO

AVEC TOUT SÉRET À PRIX DÉTACHÉ DE 100 \$ ET PLUS. APPLIQUÉS DANS NOS SUPERMARCHÉS SUPERVILLE. NON CUMULABLE. DÉTAILS EN MAGASIN.

**F.I.A.**

Cours d'initiation à l'ordinateur pour débutant. Détails en magasin. INSCRIPTIONS DES MANTENANT! Formation Informatique Adventure

**RELISYS**

**RABAIS 150 \$**

**NUMÉRISEUR D'IMAGES**

- Pleine page jusqu'à 8.5"x11"
- Résolution de 600x300ppp
- Image: couleur 24 bits, 16,8 millions de couleurs
- Temps de gèle: 8 bits, 250 tons
- Mac

**449<sup>00</sup>**

MAXIMOSH PhotoShop, One-Page Direct, XPS SE, XPS & Top & Tick and Art-Scan Reg.

Concessionnaire autorisé

**PAYEZ EN FÉVRIER 1996**  
AUCUN INTÉRÊT.  
20% DE DÉPÔT REQUIS.  
VOIR DÉTAILS EN MAGASIN.

**5200CD**

- Processeur PowerPC 603RSC/75MHz avec co-processeur mathématique
- Disque dur 500Mo IDE
- Mémoire 8Mo extensible à 64Mo
- Lecteur Apple SuperDrive 1.4Mo
- Lecteur CD-ROM AppleCD300i
- Mémoire vidéo 1Mo
- Carte de son stéréo 16-bit
- Fax/Modem 14.4 Kbps
- Moniteur couleur 15"

**AVEC STYLEWRITER 1200**

**3099<sup>00</sup>**

**APRÈS RABAIS INSTANTANÉ**

**EN 10 MINUTES, NOUS VOUS BRANÇONS SUR L'INTERNET\***

ABONNEMENT, LOGICIELS ET INSTRUCTIONS FOURNIS.

\*DISPONIBLE DANS CERTAINES RÉGIONS ET MAGASINS SEULEMENT.

**INCLUANT JUSQU'À 220 HEURES SUR L'INTERNET**

**net-ROVER**

Les photos peuvent différer des modèles en vente. Certains articles sont des démonstrateurs ou fin de ligne et ne sont pas disponibles dans tous nos magasins. \*Durant 30 jours suivant l'achat aux mêmes régions, chez un marchand autorisé qui a la marchandise en stock.

BROSSARD	CENTRE FAIRVIEW	DÉCARIE	LAVAL	LONGUEUIL	ST-JOSEPH	ST-LEONARD	SHERBROOKE	TROIS-RIVIÈRES
8100 boul. Taschereau (514) 923-8100	Entrée boul. Brunswick (514) 630-6815	4900 boul. Décarie (514) 733-6900	3956 Autoroute 440 Décar 440 (514) 686-3956	3714 Chemin Chamblay (514) 674-3714	3520 boul. St-Joseph E. (514) 255-3520	4550 Mirapoint E. Décar Décarie (514) 722-4550	3280 Boul. Portland (819) 346-6633	Carrefour Trois-Rivières-Ouest (819) 691-4520

Place Alexis Nihon • Complexe Desjardins • Place Desormeaux • Carrefour de l'Église • Les Galeries de Joliette • Centre Lavoie • Galeries Montanach • Place Montréal Trust • Carrefour du Nord • Carrefour Richelieu • Galeries Rive-Nord • Les proménades de Sorel • Proménades St-Bruno • Galeries de Terrebonne • Place Versailles

# LE CANADA.

## LE PLUS GRAND EXPORTATEUR DE... COMMUNICATIONS SANS FIL.



Dans un pays où l'on trouve du blé, du pétrole et du bois en abondance, n'est-ce pas surprenant d'apprendre que l'une de nos plus grandes richesses est la communication sans fil.

Et le plus grand exportateur de cette ressource est sans contredit Mobilité Canada. Jusqu'à présent, nous avons partagé notre expertise dans ce domaine avec plus de 20 pays.

Bientôt, nous aurons une nouvelle ressource à exporter : les Services de Communications Personnelles ou SCP. Mais d'abord, il faudra développer ces services ici, chez nous.

Les SCP, cela signifie pour tous encore plus de choix : vidéophone mobile, courrier électronique sans fil, communication de diagnostic d'une ambulance à un hôpital, avec les SCP, tout est possible.

Ils offrent également le choix du fournisseur, des services et de la technologie, selon ce qui vous convient.

Devant un tel choix, quoi de mieux que de suivre les conseils d'un guide expérimenté.

Mobilité Canada entre aujourd'hui dans l'ère des SCP avec le même engagement qui lui a permis de bâtir, en dix ans, la confiance de plus de 1,2 millions de clients, ainsi qu'un réseau national de renommée mondiale.

Nous avons investi 2,1 milliards de dollars et généré plus de 5000 emplois au pays. Nous promettons de nous engager encore plus dans l'avenir.

Bientôt, tout le pays sera à l'heure des SCP. Un jour, ce sera le monde entier. Et s'il existe une entreprise capable de saisir cette occasion unique, c'est Mobilité Canada.

T O U T E S T P O S S I B L E

**Mobilité** CANADA

BC TEL MOBILITY, ED TEL MOBILITY, AGT MOBILITY, SASKTEL MOBILITY, MTS MOBILITY, THUNDER BAY CELLULAR MOBILITY, BELL MOBILITÉ, QUÉBECTEL MOBILITÉ, ISLANDTEL MOBILITY, NB TEL MOBILITÉ, MT&T MOBILITY, NEWTEL MOBILITY

Le service  
**InfoBref Bell**

## Primeurs

Les fameux «scoops» qui font jaser...

InfoBref Bell vous informe tous les jours, dès minuit!

Composez le 875-2355. Au son de la voix, faites le 170.



La Presse

## L'avocat Salomon demandera une autre remise

Le plaignant dans cette affaire de fraude exprime son ras-le-bol

YVES BOISVERT

■ L'avocat Nathaniel Salomon, qui est accusé de fraude devant la chambre criminelle de la Cour du Québec, vient encore de changer d'avocat, et obtiendra encore une remise de sa cause.

« J'ai porté plainte à la police en janvier 1988 et ça traîne depuis ce temps-là, je n'en peux plus de vivre avec cette affaire ! », a déclaré hier à *La Presse* M. Najib Jabre, le plaignant dans le dossier. « Salomon demande des délais partout ! »

M. Jabre a été victime d'une fraude de 25 000 dollars lors de l'achat d'un restaurant à Rose-

mère, en 1987. Deux hommes ont été déclarés coupables en 1993 de l'avoir fraudé. Ces deux hommes, de leur propre dire, étaient les exécutants de Me Salomon, un avocat d'affaires bien connu à Montréal, que la Couronne a longtemps hésité à accuser.

**Accusé**  
Ce n'est qu'à l'automne 1993 que Salomon (62 ans) a été accusé en cour criminelle. Son avocat de l'époque a été nommé juge en 1994, et Salomon a requis les services de Me Bruno Pateras.

Me Pateras a demandé une remise de six mois, l'automne dernier, pour se familiariser avec le

dossier volumineux. En juin 1994, l'enquête préliminaire a donc été fixée au 16 janvier 1995.

Le 16 janvier 1995, Me Pateras a annoncé que son client renonçait à l'enquête préliminaire. Le procès était fixé au 10 octobre, et devait durer trois semaines.

**Un autre avocat**

Mais voilà, au mois de juillet, Me Pateras annonçait à l'avocat de la Couronne qu'il ne représenterait plus Me Salomon. Un autre avocat allait être nommé...

« Il va de toute évidence demander une remise pour se familiariser avec le dossier et le

juge n'aura pas le choix que de la lui accorder », a dit hier Me Beaudry, l'avocat de la Couronne dans cette affaire. Selon lui, le procès n'aura pas lieu avant 1996.

« L'affaire s'est passée il y a plus de huit ans ! Est-ce que ça va durer toujours comme ça ? », demande M. Jabre, qui souligne les remises que Salomon a demandé à répétition dans le dossier civil (où il a changé d'avocat également).

Entre-temps, au Barreau du Québec, où M. Jabre a porté plainte en 1988, il ne se passe toujours rien dans cette affaire. Le syndicat des avocats, apparemment, attend le dénouement éventuel du procès criminel.

**RÉSULTATS**  
Loto-Québec

GAGNANTS	LOTS	2 222 051,30 \$
6/6	0	166 653,80 \$
5/6+	4	2 116,20 \$
5/6	252	65,00 \$
4/6	15 706	10 \$
3/6	303 459	

Ventes totales: 16 619 317,00 \$  
Prochain gros lot (approx.): 5 000 000,00 \$  
Prochain tirage: 95-09-16

**Extra.** Tirage du 95-09-13

NUMÉROS	LOTS	100 000 \$
458506	1	1 000 \$
58506	1	250 \$
8506	1	50 \$
506	1	10 \$
06	1	2 \$

**Banco** Tirage du 95-09-14

3	7	13	16	22
24	26	36	41	48
52	54	58	59	62
66	67	68	69	70

Prochain tirage: 95-09-15

T V A, LE RESEAU DES TIRAGES DE LOTO-QUEBEC

Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle, cette dernière a priorité.

Le service  
**InfoBref Bell**

Le téléphone le plus lu... Le quotidien le plus écouté!

**NOUVEAU**

Abonnés de Bell Mobilité composez sans frais \* Bref

Service rapide GRATUIT\* accessible 24 heures sur 24, 7 jours par semaine, à l'aide d'un téléphone à clavier.

Pour entendre le contenu de ces différentes rubriques, composez le 875-2355. Puis, au son de la voix, composez le code à trois chiffres correspondant à la rubrique choisie. Pour sortir rapidement de l'une de ces rubriques, faites le 33 puis, au son de la voix, appuyez sur le 9. Vous pourrez alors choisir une autre rubrique.

\* Dans la zone d'appel locale seulement.

8 7 5 - B e l l

- **Nouvelles en bref**  
La Une: ..... 110  
Nouvelles locales: ..... 120  
Nouvelles sportives: ..... 130  
Nouvelles économiques: ..... 140  
Nouvelles nationales et internationales: ..... 150  
Arts et spectacles: ..... 160  
En primeur: ..... 170
- **Éditoriaux** ..... 210  
**Question du jour** ..... 220
- **Info-Affaires<sup>SM</sup> Bell**  
En relâche pour la saison estivale, cette rubrique reprendra dès septembre.
- **Questions d'affaires Réponses d'affaires**  
5 choix de chroniques disponibles: . 410
- **Résultats de la loterie**  
6 / 49: ..... 411  
Lotto Super 7: ..... 412  
Sélect 42: ..... 413  
Banco: ..... 414  
La Quotidienne: ..... 415
- **Bulletins météorologiques d'Environnement Canada**  
Région de Montréal: ..... 421  
Prévisions à long terme (Montréal): 422  
Estrie, Québec, Laurentides ..... 423  
Villes canadiennes: ..... 424  
Villes américaines: ..... 425  
Plaisanciers (Montréal): ..... 426
- **Produits et services de Bell** .. 520
- **Services de La Presse**  
Service des abonnements: ..... 610  
Annonces classées: ..... 620  
Publicité: ..... 630  
Rédaction: ..... 640  
Information sur les concours: ..... 650  
Renseignements généraux: ..... 660
- **INFO-ARTS Bell**  
À surveiller cette semaine: ..... 710  
Danse: ..... 720  
Musique et art lyrique: ..... 730  
Théâtre: ..... 740  
Variétés et humour: ..... 750  
Expositions et musées: ..... 760  
Service personnalisé (accès direct) .. 770
- **Le Golf avec Carlo Blanchard**  
Conseil de la semaine: ..... 811  
Positions de base: ..... 812  
Élan de golf: ..... 813  
Coups de départ ..... 814  
Coups d'approche ..... 815  
Entraînement ..... 816  
Commentaires et suggestions. .... 817



NOUVEAU

La Presse



# Un Québec séparé pourra-t-il conserver ses avantages commerciaux?

« En tant que nation commerçante, nous devons pouvoir compter sur notre appartenance au G-7, à l'ALÉNA, à l'APEC, au Commonwealth afin de promouvoir nos intérêts économiques et commerciaux et ainsi supporter notre standard de vie et prospérer dans l'économie du XXI<sup>e</sup> siècle. Un Québec séparé n'aurait plus cette influence et il n'aurait d'autre choix que d'accepter telles quelles les ententes négociées par les géants économiques. Aussi, la disparition du support considérable du Canada aux transactions commerciales internationales des entreprises québécoises viendrait miner la vitalité du Québec. »

**Jean Monty, président et chef de la direction**  
Northern Telecom Ltée  
Montréal

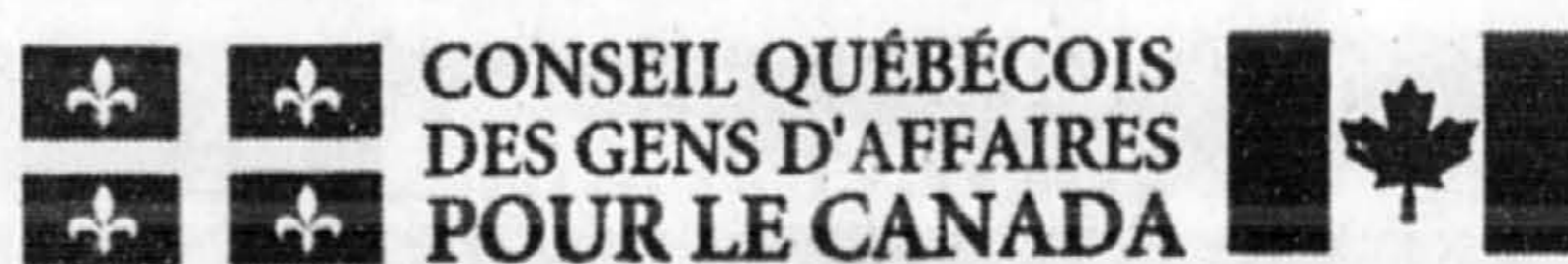
« Notre entreprise oeuvre sur un marché international. Nous avons besoin des meilleures conditions possibles pour performer et assurer la croissance de nos entreprises. Nous devrions plutôt concentrer nos énergies au développement d'un climat propice aux investissements et à la création d'emplois plutôt que d'entretenir le débat sur la séparation qui ne génère que morosité et incertitude. Dans les régions frontalières comme la mienne, les conséquences de la séparation seraient lourdes pour les travailleurs et les entreprises. »

**Frank Dottori, président et chef de la direction**  
Tembec Inc.  
Témiscaming

« Ça fait des années que les souverainistes nous répètent que, sans le Québec, il n'y aurait jamais eu de traité de libre-échange ou d'ALÉNA. Maintenant, ils nous disent qu'au lendemain de la séparation, le Canada va s'asseoir à la table et négocier avec un Québec séparé une nouvelle association économique. Je ne crois pas que les choses vont se passer si simplement: il n'y a qu'une seule association qui soit certaine, c'est celle qu'on a en ce moment. »

**Guy Laflamme, président du conseil et chef de la direction**  
Les Industries de la Rive-Sud Ltée  
Sainte-Croix

## Les gens d'affaires disent NON



# ÉLECTROMÉNAGERS

**Gibson**  
18 PI. CU.  
• 2 cassettes à 2 compartiments  
• Contre-poids à 2 compartiments  
• Hydrateur pour légumes  
• Porte congelateur à 2 tablettes  
• Congelateur séparé sans grille

**629<sup>99</sup>\$**

**LIVRAISON INCLUSE**  
AVEC TOUT ACHAT DE GROS ÉLECTROMÉNAGERS  
SERVICE LOCAL SEULEMENT

**PRIX INCROYABLE**  
CUISEUR ÉLECTRIQUE  
GRANDEUR NATURE  
FACILE À METTRE  
• Éléments-sécherin de luxe  
• Porte amovible en acier  
• Hublot  
• Panneau de commande émaillé

**394<sup>99</sup>\$**

**LAVEUSE / SÈCHEUSE**  
LAVEUSE ..... 349<sup>99</sup>\$  
• Grande capacité robuste  
• 2 cycles, 2 combinaisons de temp. de lavage / rinçage  
SÈCHEUSE ..... 249<sup>99</sup>\$  
• Grande capacité  
• Filtre à charpie sur le dessus  
• Grande ouverture de porte

**LE DUO 598<sup>98</sup>\$**

**GENERAL ELECTRIC**  
LAVEUSE ET SÈCHEUSE  
BLANC-SUR-BLANC  
• Laveuse-3 cycles  
• Grande capacité  
• 3 vitesses lavage/essorage  
• 4 niveaux d'eau, 4 temp. de lavage/rinçage  
• 4 sélecteurs de chaleur  
• Sécheuse auto, 5 cycles

**LA PAIRE 894<sup>99</sup>\$**

**SHARP**  
FOUR À MICRO-ONDES  
COMPU-COOK  
• 6 fonctions compy-cook pour mois soufflés, pommes de terre, poissons et légumes  
• Décongélation rapide  
• 600 watts

**149<sup>99</sup>\$**

**GENERAL ELECTRIC**  
RÉFRIGÉRATEUR SANS  
GIVRE 18 PI. CU.  
• Demi-tablettes réglables  
• Hydrateurs transparents  
• Congelateur séparé  
• Éconergétique

**709<sup>99</sup>\$**

**Gibson**  
CARACTÉRISTIQUES:  
• 3 cassettes en acier émaillé  
• 5 tablettes dans la porte  
• Hydrateur blanc  
• Congelateur à 2 tablettes  
• 5 tablettes dans la porte du congelateur

**989<sup>99</sup>\$**

**MOFFAT**  
LAVE-VAISSELLE  
GRANDEUR NATURE  
• Lavage normal  
• Séchage avec chaleur  
• Lavage à 2 niveaux  
• Broyeur d'aliments mous  
• Panier d'ustensiles amovible

**297<sup>99</sup>\$**

**REMISE DE 50\$**  
SUR UN ENSEMBLE  
LAVEUSE/SÈCHEUSE  
Gibson  
PRÉSÉLECTIONNÉ

**Gibson**  
• 10 cycles • 4 temps  
• Niveau d'eau illimité  
• Distributeur de javellisant / adoucisseur  
• Sécheuse 7 cycles / 4 temps  
• Indicateur de fin de cycle  
• Tablette pour articles délicats  
Sècheuse auto coordonnée à 359<sup>99</sup>\$  
• Alimentation commode 5 pages

**LE DUO 879<sup>99</sup>\$** (incluant rabais)

**SANS FIL**  
FOUR À MICRO-ONDES  
MODELE COMPACT  
• 0.4 pi. cu.  
• 600 watts  
• Porte noir  
• Cabinet blanc  
• Minuterie de 15 minutes  
• Plateau en verre amovible

**89<sup>99</sup>\$**

**FUTURE SHOP**  
SUPER MARCHÉ EN LIGNE  
27 HEURES D'AUBAINES  
NOS BAS PRIX DE TOUS LES JOURS

**HEURES D'OUVERTURE:**  
Vendredi 9 h à 21 h  
Samedi 9 h à 17 h  
Dimanche 10 h à 17 h

**DCs**  
MAINTENANT DISPONIBLES AUX MAGASINS SÉLECTIONNÉS  
Des milliers de disques compacts...

**Dangerous Minds**  
Bande sonore **12<sup>99</sup>\$**

# ÉQUIPEMENT DE BUREAU

**IBM**  
Aptiva 720 PENTIUM AVEC  
MONITEUR 15" ET IMPRIMANTE  
À JET D'ENCRE

• Pentium 75 MHz  
• RAM 8Mo • DD 727 Mo  
• CD ROM quad vitesse  
• Télé./modem  
• 14.4 Kbps voix  
• Vidéo PC1 1 Mo  
• Nombreux logiciels  
• Garantie 3 ans de IBM  
• Moniteur 15" IBM  
• Imprimante HP 640

**3333<sup>99</sup>\$**

**AMBRA**  
ENSEMBLE  
PENTIUM 75 MHZ  
AVEC MONITEUR  
ET IMPRIMANTE

• Processeur rapide 66MHz  
• RAM immensé 6Mo  
• DD 500Mo  
• CD-ROM  
• Télé./modem 14,4  
• 15 logiciels inclus  
• Clavier et souris faciles d'emploi

**2799<sup>99</sup>\$**

**Apple**  
MACINTOSH  
PERFORMA

MULTIMÉDIA PERFORMA  
• Processeur rapide 66MHz  
• RAM immensé 6Mo  
• DD 500Mo  
• CD-ROM  
• Télé./modem 14,4  
• 15 logiciels inclus  
• Clavier et souris faciles d'emploi

**3039<sup>99</sup>\$**

**Canon BJ200ex**  
QUALITÉ INSURPASSABLE  
EXCLUSIVE À FUTURE SHOP

• Résolution 720 ppp  
• 6 caractères par sec.  
• Mémoire tampon 49K  
• 64 gicteurs et impression 2 sens

**294<sup>99</sup>\$**

**SHARP**  
COMMODITÉ D'UNE  
SEULE LIGNE

LA COMMODITÉ ET L'ÉCONOMIE  
D'UNE SEULE LIGNE  
TELEPHONIQUE  
• Communication  
• Design LCD  
• Fonction copieur  
• Alimentation commode 5 pages

**299<sup>99</sup>\$**

**SANYO**  
SANS FIL  
10 CANAUX

TELEPHONE SANS FIL  
10 CANAUX AVEC  
REDUCTEUR DE BRUIT  
DE POINTE SUPER  
COMPACTER II

• Code sécuritaire  
• Menu multilingue  
• Pile 7 jours  
• Algorithme  
• Recherche de personne  
• 1 voix  
• Antenne flexible

**96<sup>99</sup>\$**

**ACHETEZ UN COMPAQ**  
RECEVEZ UN RABAIS DE  
100\$, 250\$ OU  
L'ÉQUIVALENT DU MONTANT  
DE VOTRE ACHAT

**OPTION AUCUN INTÉRÊT NI FRAIS ADMINISTRATIF JUSQU'EN 1996 SUR ORDINATEURS**

Sur approbation du crédit. Paiements mensuels minimums requis.

**AST 486 DX2/66**  
MULTIMÉDIA  
• DD 540 Mo, RAM 4 Mo  
• Vidéo local bus 1 Mo  
• Télé./modem  
• CD-ROM double vitesse  
• Carte sonore 16-bit, micro  
• Ferme PCMCIA type III  
• Et beaucoup plus!

**1289<sup>99</sup>\$ SOLDE**

**Apple**  
MACINTOSH  
PERFORMA

MULTIMÉDIA PERFORMA  
• Processeur rapide 66MHz  
• RAM immensé 6Mo  
• DD 500Mo  
• CD-ROM  
• Télé./modem 14,4  
• 15 logiciels inclus  
• Clavier et souris faciles d'emploi

**1999<sup>99</sup>\$**

**brother**  
ANTIFROISSEMENT  
• 6 pages/minute  
• Alimentation de papier  
contrôlée  
• Technologie compression  
des données  
• Garantie 2 ans

**499<sup>99</sup>\$**

**brother**  
UNE DES MEILLEURES  
VALEURS SUR LE MARCHÉ

• Coupe-papier auto  
• Alimentation 10 pages  
• Fonction à distance  
• Transmission différée  
• 32 tons de gris  
• Sonnerie distincte  
• Fax 640  
• 1200x600

**359<sup>99</sup>\$**

**MOTOROLA**  
DE POCHE MOTOROLA 850

• Conversation 18 minutes/  
autonomie 18 heures  
• Chargeur de piles  
• Mémoire 32 pistes  
• Indicateur de force de pile

**49<sup>99</sup>\$**

**RCA**  
TÉLÉVISEUR  
25"

STYLE MONITEUR  
• Affichage complet du menu  
• Synchronisateur adapté  
• Câble  
• Programmation auto  
choisit tous les canaux disponibles

**339<sup>99</sup>\$**

**RCA 35"**  
ÉCRAN HAUT-CONTRASTE  
POUR UNE IMAGE SUPERBE

• Émission stéréo avec dbx  
• Image sur image  
• Échelle de contrastes  
• Télécommande universelle  
• "Master Touch"

**1549<sup>99</sup>\$**

**SHARP**  
4 TÊTES

MAGNÉSCOPE À CHARGEMENT CENTRAL  
• Affichage de programmation  
• Synchronisateur 181 canaux  
• Simplicité  
• Modèle facile d'emploi

**229<sup>99</sup>\$**

**OPTIONS 0% D'INTÉRÊT 12 Mois AUCUN INTÉRÊT**

• Sur tous les électroménagers  
• Sur chaînes audio avec 5 haut-parleurs "surround"  
• Sur téléviseurs 35" ou plus

**298<sup>99</sup>\$**

**PIONEER**  
ENSEMBLE STÉRÉO COMPLET

• Puissance totale 200 watts  
• Changeur 6 DC  
• Égalisateur 5 gammes  
• Télécommande pleine portée  
• Enceinte colonnes 3 voies

**789<sup>99</sup>\$**

**SHARP**

PORTATIF 3 DC  
• Changeur carrousel  
• 3 DC  
• Programmation  
• 4 x 22 watts  
• Convoyeur DA 1-bit  
• Scène panoramique RCA  
• Réglages audio électroniques

**149<sup>99</sup>\$**

**JVC**  
26" STÉRÉO

TÉLÉCOMMANDE PLEINE  
PORTÉE  
• Télécommande pleine portée  
• Entrée AV, sortie audio variable

**579<sup>99</sup>\$**

**RCA**  
TÉLÉVISEUR STÉRÉO 31"

• Télécommande "Master touch"  
facilitent le contrôle de votre télévision et magnétoscope  
• Prise à 5 prises permettant le branchement direct de vos appareils AV

**869<sup>99</sup>\$**

**RCA**  
4 TÊTES HIFI STÉRÉO

• Télécommande multi-marques  
• Fonction d'index VHS  
• 4 têtes pour effets spéciaux  
• Modèle à chargement central

**399<sup>99</sup>\$**

**MITSUBISHI 4 TÊTES**  
TÉLÉCOMMANDE MULTI-MARQUES

• Nettoyage de têtes auto  
• Programmation  
• Affichage sur image  
• Effets de ralenti incroyables

**298<sup>99</sup>\$**

**RCA**  
LECTEUR 5 DC  
TELECOMMANDE

• Lecteur multi-DC  
• Télécommande  
• Synchronisateur BX  
• Mémoire 24 pages

**199<sup>99</sup>\$**

**PIONEER**  
AM/FM HAUTE  
PUISSANCE À  
LECTEUR DC

• Haute puissance  
• 4 x 22 watts  
• Convoyeur DA 1-bit  
• Scène panoramique RCA  
• Réglages audio électroniques

**357<sup>99</sup>\$**

**TOSHIBA**  
ÉCRAN PLAT  
POUR IMAGE SUPÉRIEURE

• Image sur image à 2 microcanaux  
• Télécommande universelle  
• Qualité d'image incroyablement supérieure  
• Synchronisateur de couleur

**1849<sup>99</sup>\$**

**RCA**  
TÉLÉVISEUR À  
PRIX ÉTONNANT!

• Venez voir cette télévision incroyable à l'essai spécial!

**1799<sup>99</sup>\$**

**TOSHIBA**  
MAGNÉSCOPE

• Télécommande  
• Technologie de pointe

**468<sup>99</sup>\$**

**CRAIG**  
MAGNÉSCOPE À 4 TÊTES AVEC EFFETS  
SPECIALS À PRIX CHOC

• Effets de ralenti variables  
• Affichage sur image  
• Recherche d'image  
• Synchronisateur 181 canaux

**208<sup>99</sup>\$**

**TEAC**  
RÉCEPTEUR POUR CINÉ-MAISON INCROYABLE

• Son Dolby surround  
• Puissance admissible 200 watts  
• Puissance 2x15 watts surround  
• Réglage de volume motorisé  
• 6 entrées audio, 2 entrées vidéo

**269<sup>99</sup>\$**

**Clarion**  
AM/FM CASSETTE À PANNEAU DÉTACHABLE

• Puissance 28 watts  
• Inversion auto  
• Réglages électroniques  
• 18 actions FM  
• 6 stations AM  
• Pré-régages  
• Synchronisateur FM Magnum

**179<sup>99</sup>\$**

**FUTURE SHOP**  
SUPER CENTRE DE L'ÉLECTRONIQUE

NOUS ACCEPTONS LES COMMANDES PAR TÉLÉPHONE. COMMUNIQUEZ AVEC LE FUTURE SHOP LE PLUS PRÈS DE CHEZ VOUS.

**ANJOU** 7200, BOUL. DES ROSERAIRES 352-8825  
**LAVAL** 1645, BOUL. LE CORBUSIER 978-5420  
**GREENFIELD PARK** 745, BOUL. TASCHEREAU 465-4260  
**MARCHÉ CENTRAL** 1041, RUE DU MARCHÉ CENTRAL 387-3188  
**LASALLE** 7077, BOUL. NEWMAN 368-8002

**SEARS***Attendez-vous à plus***SUPER  
SAMEDI ET DIMANCHE**

Samedi et dimanche les 16 et 17 septembre 1995. 2 jours seulement, à compter de 8 h 30 samedi.

**DÉJOUÉZ  
LA  
TPS\***sur presque  
toute la  
marchandise  
de 8 h 30  
à 10 h samedi  
seulement!

\* Sears déduira de votre achat un montant équivalent à la TPS. L'offre sur la TPS ne s'applique pas aux meubles, gros électroménagers, appareils électroniques, machines à coudre, aspirateurs, articles de nursery, produits de rénovation installés, parures de fenêtres sur mesure Fastrak<sup>®</sup>, produits et services pour l'automobile, essence, achats à l'agence de voyage Sears, sur catalogue et dans les Centres de liquidation. Cette offre s'applique à la marchandise en stock dans les magasins Sears seulement et ne comprend pas les frais d'installation. Le choix peut varier selon les magasins.

**RABAIS  
ADDITIONNEL  
50%**

- TOUS les VÊTEMENTS déjà en liquidation pour FEMMES (sauf sous-vêtements, robes de chambre et robes de détente)
- TOUS les VÊTEMENTS déjà en liquidation dans les rayons de vêtements SPORT et HABILLÉS pour HOMMES
- TOUS les VÊTEMENTS déjà en liquidation pour ENFANTS

**RIEN À  
PAYER****AVANT****1 AN**sur TOUS  
les meubles<sup>†</sup>,  
gros électroménagers,  
machines à coudre,  
aspirateurs et  
appareils  
électroniques

Rien à payer avant septembre 1996, sur approbation du service du crédit, avec la carte Sears. 25\$ de frais de paiement différé. Cette offre prend fin dimanche le 17 septembre 1995. Cette offre ne s'applique pas aux achats par catalogue ni aux articles soldés des centres de liquidation. Détails en magasin.

<sup>†</sup>Sauf meubles de patio et pour bébés

**RABAIS  
ADDITIONNEL 25%**

- ROBES DE CHAMBRE, tenues de nuit et de détente déjà en liquidation pour FEMMES
- CHAUSSURES déjà en liquidation pour HOMMES, FEMMES ET ENFANTS

**BOTTILLONS EN CUIR  
OU CUIR NUBUCK  
POUR FEMMES**N° 10570, 10298/297  
Ord. 34,99 et 39,99**24<sup>99</sup>** Paire**RABAIS  
40%****PANTALON HABILÉ  
POUR GARÇONS**

N° 65663. Ord. 29,99.

**17<sup>99</sup>** Cn.**CHEMISE TOUT-ALLER  
POUR GARÇONS**

Tailles 7 à 16. N° 7097. Ord. 24,99.

**14<sup>99</sup>** Cn.**JEANS POUR GARÇONS****14<sup>99</sup>** Cn.

Choix de 2 modèles.

N° 65841/844.  
Ord. 16,88.N° 65196/198/210/211/212  
/213/214. Ord. 18,88.**RABAIS  
20%**  
sur une sélection  
de **JOUETS**  
fin de série  
à prix courants

Sauf à notre magasin de Deux-Montagnes. Le choix peut varier selon les magasins.

Prix en vigueur samedi 16 et dimanche 17 septembre 1995, dans la limite des stocks disponibles

**SEARS***Attendez-vous à plus*

Les mentions 'Ord.' ou 'Était' de Sears Canada Inc. se rapportent à des prix Sears. Région de Montréal: Anjou: 353-7770, Brossard: 465-1000, LaSalle: 364-7310, Laval: 682-1200, Pointe-Claire: 694-8815, Repentigny: 582-5532, St-Bruno: 441-6603, Deux-Montagnes: 491-5000, Ville St-Laurent: 335-7770. Région de Québec: Québec: 529-9861, Lévis: 833-4711, Ste-Foy: 658-2121. En province: Alma: 662-2222, Victoriaville-Arthabaska: 357-4000, Chicoutimi: 549-8240, Drummondville: 478-1381, Granby: 375-5770, St-Jean: 349-2651, St-Jérôme: 432-2110, Sherbrooke: 563-9440, Sorel: 746-2508, Trois-Rivières: 379-5444, St-Georges de Beauve: 228-2222. Copyright Canada, 1995, Sears Canada Inc.

Tous les articles, couleurs ou tailles de cette page n'ont pas été offerts dans tous les magasins Sears.

## Trois voleurs de voitures comparaissent à Joliette

Presse Canadienne  
JOLIETTE

Trois individus ont été accusés de vol, recel et complot, hier, au palais de justice de Joliette, à la suite du démantèlement d'un autre présumé réseau de voleurs de voitures dans la région de Montréal.

Les accusés, Émile Legros, 42 ans, Claude Hernandez, 35 ans, et Sylvain Létourneau, 36 ans, ont été appréhendés au cours de huit perquisitions effectuées simultanément hier matin à Montréal et dans les Basses-Laurentides.

Six autres individus ont été interpellés et devront comparaître par voie de sommation.

Les policiers affirment avoir récupéré au cours de ces perquisitions 11 voitures volées, un tracteur, une matrice pour fabriquer des plaquettes de numéros de série et environ 6000 \$ en faux billets canadiens.

Huit autres voitures avaient été retrouvées plus tôt au cours de cette enquête instituée il y a quatre mois qui a été menée avec la collaboration de la Police provinciale de l'Ontario, de la police régionale du comté de York, en Ontario, et des autorités douanières américaines.

La SQ soupçonne ce réseau d'avoir volé et revendu une quarantaine de véhicules de luxe au Québec et en Ontario. Les voitures étaient ensuite acheminées vers un garage de Saint-Lin, où l'on modifiait les numéros de série et les plaquettes d'identification.

## Les rebelles Chippewa négocient avec la police

d'après La Presse Canadienne

Les rebelles autochtones Chippewa ont entamé des négociations avec la police, hier, et cessé de bloquer l'entrée du parc provincial Ipperwash, en Ontario, qu'ils occupent depuis le jour de la Fête du travail.

Jusqu'à maintenant, le conflit a entraîné la mort d'un autochtone, tué au cours d'un affrontement avec la police.

Hier, une rumeur a couru à l'effet que les rebelles auraient quitté les lieux. Mais ils auraient plutôt choisi d'aller s'installer plus profondément dans le parc, selon Tom Bressette, le chef de la bande de Kettle et Stony Point, dont font partie les dissidents.

Il a dit qu'il fallait voir à un geste de bonne volonté de leur part, pendant que les leaders autochtones négociaient

de leur côté la fin de l'occupation. Les autochtones dissidents soutiennent que le parc, situé à 70 km à l'ouest de London, occupe un espace qu'ils considèrent sacré. Des autochtones y auraient été enterrés.

Le gouvernement ontarien a cependant rejeté les prétentions des autochtones depuis le début du conflit, mais hier il a adouci le ton, promettant d'y regarder de plus près en examinant des documents fédéraux qui sembleraient leur donner raison.

Le gouvernement Harris a dit qu'il ne négocierait pas sur le fond de la question tant que l'occupation du parc n'aurait pas pris fin. La revendication territoriale des autochtones apparaît dans des documents rendus publics hier par le ministre fédéral des Affaires indiennes, Ron Irwin.

## Pomographie infantile : une longue enquête mène à des arrestations

Associated Press

WASHINGTON

Après deux ans d'enquête sur la diffusion de messages à caractère pédophile sur un réseau informatique, le FBI a arrêté hier une douzaine de personnes et prévoit en arrêter d'autres, après des perquisitions dans plus de 120 domiciles depuis le 22 août dernier.

Les messages, interceptés sur le réseau America Online (3,5 millions d'abonnés aux États-Unis), proposaient des

photos pornographiques mettant en scène des enfants ainsi que des rendez-vous avec des mineurs.

Les opérations du FBI ont été menées à Miami, New York, Dallas et Newark, au New Jersey, entre autres. Des pièces à conviction comme des photos, mettant en scène des enfants de deux à 13 ans, ont été saisies. L'enquête avait été ouverte en mai 1993, après l'enlèvement d'un garçon de 10 ans, George Stanley Burdinski, dans le Maryland.

## Saisie de cocaïne à Mirabel

JEAN-PAUL CHARBONNEAU

Grâce au flair d'un chien policier, les douaniers de Mirabel ont saisi le 3 septembre 11 kg de cocaïne d'une valeur de 2,2 millions et arrêté trois personnes.

Par la suite, les douaniers ont appréhendé une quatrième personne qui avait échappé au flair de Buck. Comme les trois autres, elle arrivait de la Barbade.

Tous les suspects — des jeunes gens — ont comparu au palais de justice de Saint-Jérôme le 5 septembre et trois d'entre eux ont été gardés en cellule, au moins jusqu'à leur enquête préliminaire. Ce sont Pamela Ritcey, Anita Eushone Smith et Traci Clarke, demeurant tous trois en Nouvelle-Écosse.

La cour a accepté qu'Angella Gemma Lee, de Montréal, reprenne sa liberté sous caution aux conditions habituelles.

Selon le sergent d'état major Denis Dumas, de la GRC, ces quatre personnes agissaient comme courriers et elles n'ont pas d'antécédents judiciaires. La drogue était dissimulée sous leurs vêtements.

Le chef des renseignements, région Québec, de Revenu Canada, Pierre Sigouin, a expliqué que pour le Québec, les douaniers comptent sur quatre chiens détecteurs passifs. « Ces bêtes sont dressées pour s'asseoir devant un individu lorsqu'elles flairent de la drogue. » Depuis le début de 1995, des saisies de drogue valant plus de 46 millions ont été effectuées grâce à ces chiens détecteurs.

## LA VESTE SIERRA



Neuf poches et une bande élastique à la taille!

Élégante, facile d'entretien, fort pratique et résistante. C'est une « dure qui dure ». Elle est donc faite de tissu « AdventureCloth » qui sèche rapidement et se porte sans repassage, et elle est construite pour durer longtemps. Les épaulettes sont conçues pour empêcher la courroie de votre appareil photo ou de vos jumelles de glisser. La ceinture à bande élastique à l'arrière se termine de chaque côté par des pattes boutonnées — pour le plaisir de la chose!

Disponible en kaki, marine, 195 \$.  
Le veston Sierra, de 235 \$.

Tilley Endurables

158, ave. Laurier Ouest  
Montréal 272-7791

POUR PASSER UNE COMMANDE OU  
POUR DEMANDER UN CATALOGUE  
GRATUIT COMPOSEZ LE :

1-800-465-4249

Du 17 au 24 septembre, venez voir, entendre, visiter, apprendre, découvrir, naviguer, débattre et... essayer!

Une foule d'activités au menu.

Ne manquez pas le programme de cette semaine renversante dans La Presse de samedi.



On va geler avant que vous ne payiez pour un Macintosh Performa.

Aucun versement avant février 1996.

Faites une bonne affaire. Avant la fin septembre, offrez-vous un Macintosh Performa™ d'Apple™ 5200CD ou 6200CD. Vous n'aurez ni versement ni intérêt à payer avant février 1996.\* Vous qui souhaitez faire partie de la nouvelle vague, et avoir à la maison un ordinateur pour faire du multimédia, voici l'offre que vous attendiez.

**Facile à installer, à comprendre et à utiliser.**

Le Macintosh Performa contient tout ce qu'il vous faut et tout ce que vous désirez, dans une seule boîte. Il comprend 20 logiciels et disques compacts, les périphériques, le moniteur couleur, le lecteur de CD-ROM, le modem, le clavier et la souris. Comme tous les ordinateurs Macintosh™, il est facile à installer, à comprendre et à utiliser. De plus, pour une période de temps

limitée, il est encore plus facile que jamais à acheter. Et, comme on dit souvent dans les publicités, ce n'est pas tout!

**Jusqu'à 150 \$ de rabais sur plusieurs imprimantes Apple.**

À l'achat de votre Macintosh Performa, vous pouvez également bénéficier de rabais de 100 \$ à 150 \$, applicables sur trois modèles d'imprimantes Apple. Pour obtenir une qualité laser, choisissez la compacte à jet d'encre

StyleWriter™ 1200; pour mettre de la vie dans votre travail, optez pour la Color StyleWriter 2400; enfin, si vous désirez des impressions d'une définition exceptionnelle, c'est la LaserWriter™ 4/600 PS qu'il vous faut.

**L'offre se termine le 30 septembre 1995.**

Alors, profitez de l'offre sur le Macintosh Performa et entrez dans un monde d'apprentissage et de découvertes. Un monde ouvert sur l'avenir qui vous permet d'accéder à Internet et au multimédia. Un monde qui vous donne le pouvoir d'aller plus loin. Passez chez votre concessionnaire autorisé Apple Canada participant dès aujourd'hui, car l'offre se termine le 30 septembre 1995. Pour obtenir le nom du concessionnaire le plus près de chez vous, composez le 1 800 665-2775, poste 420.



Apple

Tout ce que vous désirez dans une seule boîte.

\*A.C. L'offre de financement pour février 1996 est valable uniquement sur les Macintosh Performa 5200CD et 6200CD. L'offre se termine le 30 septembre 1995 et peut varier d'une province ou d'un concessionnaire à l'autre. Un léger acompte peut être exigé. \* Rabais immédiat de 100 \$ sur la StyleWriter 1200 et rabais immédiat de 150 \$ sur la Color StyleWriter 2400 ou la LaserWriter 4/600 PS à l'achat de certains Macintosh Performa. Les produits sont offerts jusqu'à épuisement des stocks. Voyez votre concessionnaire participant pour tous les détails. Apple, le logo d'Apple, LaserWriter, Macintosh et StyleWriter sont des marques déposées d'Apple Computer, Inc. Macintosh Performa est une marque de commerce d'Apple Computer, Inc.

La gestion  
à son meilleur

Semaine  
FREE



## INTERNET

■ La Bourse de Londres a bloqué « sur-le-champ » cette semaine la distribution de ses cours par Internet. C'est Electronic Share Information (ESI), le service britannique de transactions boursières, qui avait lancé vendredi dernier le premier service de transactions boursières sur le réseau informatique international d'Internet. ESI a été informé de la décision de la Bourse le jour même. Le London Stock Exchange (LSE) explique sa décision par l'absence de confidentialité d'ESI. « Nous mettons en cause cette décision, a dit un porte-parole de cette société. Nous ne disons pas que nous allons en référer aux tribunaux mais nous voulons une réunion d'urgence avec le LSE. »

d'après Reuter

## DE NOUVEAUX ORDINATEURS NEC

■ NEC Technologies Canada lançait cette semaine à Montréal de nouveaux modèles d'ordinateurs sur table, *Ready* et *PowerMate*. D'abord dans sa nouvelle gamme *Ready* (déjà lancée à Toronto), NEC offre des ordinateurs multimédias bons pour toute la famille, dotés d'une mémoire vive de 8 à 16 mégaoctets. Ces ordinateurs ont un processeur Pentium, un lecteur de CD-ROM à vitesse quadruple, un modem à 28,8 bauds, une fonction de contrôle à distance et des logiciels pré-installés, le tout livré sur Windows 95 et avec la possibilité d'accéder à Internet. L'entreprise enrichit aussi sa gamme *PowerMate* de systèmes économiques performants destinés à un usage administratif et commercial général, avec la transmission par infrarouge, les fonctions de reproduction vidéo en animation intégrale et des capacités de mise en réseau.

## LA MÉMOIRE : UN BESOIN ESSENTIEL

■ GB Micro Electronics, une entreprise québécoise établie à Saint-Laurent, entend bien tirer profit de ce besoin constant d'accroître la mémoire vive d'un ordinateur personnel, surtout avec l'arrivée de Windows 95 et les multiples possibilités du multimédia. Principal distributeur canadien de produits de mémoire pour ordinateurs personnels IBM et Apple, la firme est récemment entrée sur le marché de la vente au détail avec le lancement d'une nouvelle gamme complète de modules de mémoire SIMM assemblés au Canada et conçus spécialement pour l'informatique domestique.

## BERCLAIN LANCE UN NOUVEAU LOGICIEL

■ Le Groupe Berclain lancera au cours du dernier trimestre de 1995 une nouvelle version de son logiciel MOOPI comme solution en ordonnancement et en synchronisation manufacturière. Cette version 5.0 est l'une des premières applications manufacturières à rouler sur Windows 95 et sur Windows NT. La nouvelle version offre un « céduleur » plus rapide, des capacités décuplées de modélisation et d'ordonnancement et une capacité supérieure d'intégration à divers systèmes. Le logiciel fera ses débuts au 38<sup>e</sup> congrès-exposition internationale de l'APICS (American Production and Inventory Control Society), à Orlando, en Floride, du 22 au 27 octobre.

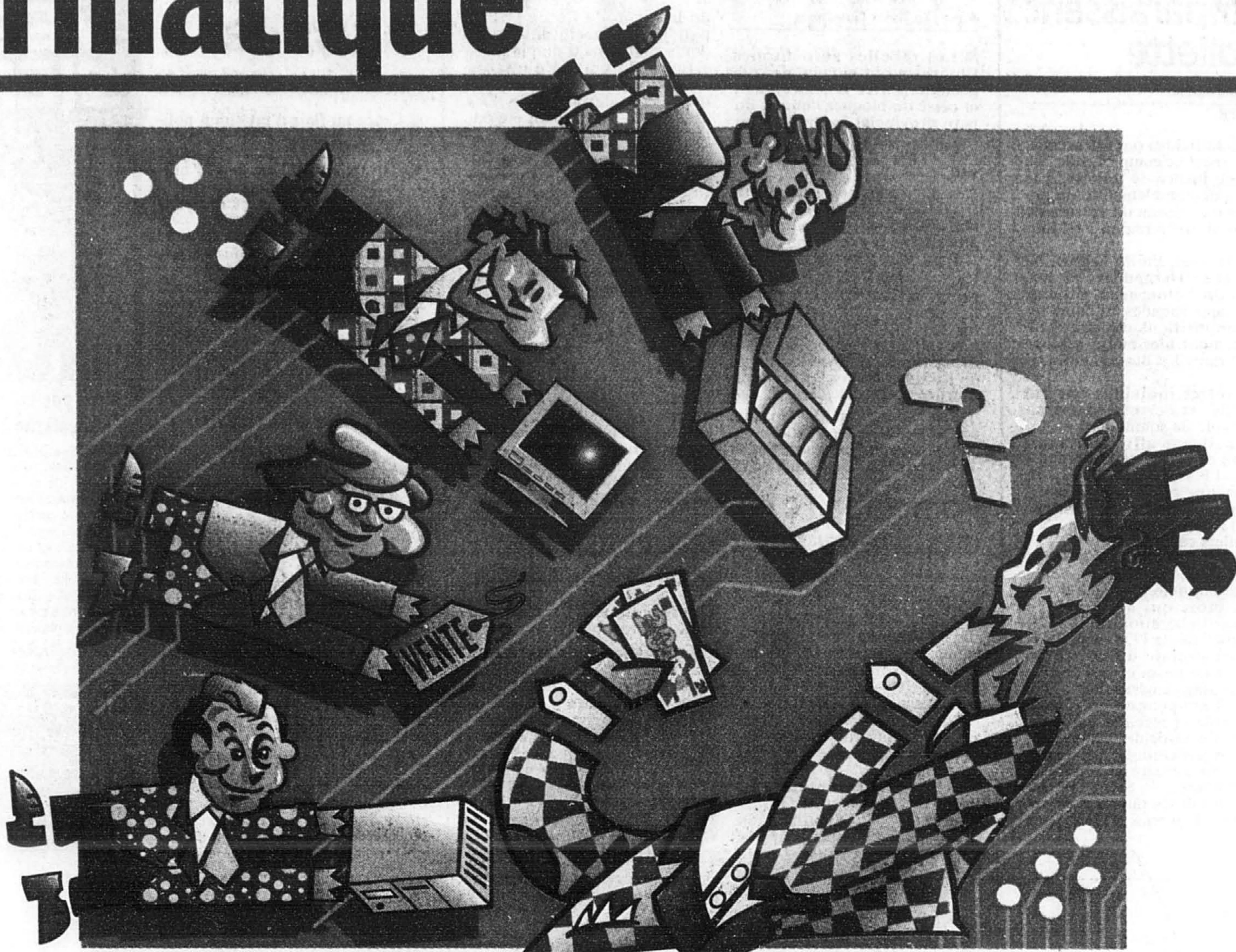
## LE NET, UN MONDE D'HOMMES ?

■ Qui a dit déjà que les femmes étaient technophobes ? Entre le 4 et le 15 septembre, les femmes du monde entier ont pu suivre au jour le jour les développements de la Conférence mondiale sur les femmes de Pékin par le biais du site mis sur pied sur le World Wide Web par l'Association for Progressive Communications (APC), un organisme qui relie près de 30 000 organisations communautaires et populaires à l'Internet et ce, dans plus de 133 pays. L'APC, est parvenue, avec un budget de 300 000 \$ seulement, à diffuser de l'information sur les réseaux informatiques en 18 langues, dont le Wolof, le Sinhala et l'Hindi. Un sondage réalisé aux États-Unis en juin dernier par la compagnie Matrix Information révélait que 34 % des usagers de l'Internet étaient des femmes, alors qu'on a toujours cru que la proportion se situait autour d'une femme pour neuf hommes. L'égalité virtuelle serait-elle pour bientôt ?

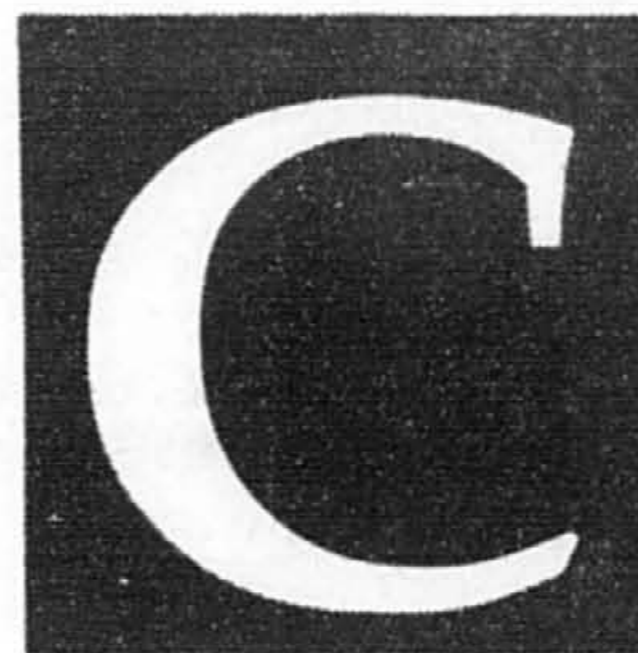
À surveiller :

<http://www.igc.apc.org/womensnet/beijing/beijing.html>

André Bélanger  
(andrebb@sim.gc.ca)



# Je veux un ordinateur!



LISA BINSSE

omme on le sait, Windows 95 vient de faire une entrée fracassante.

Et c'est le moment de l'année où les étudiants et même leurs parents pensent à se doter d'un premier ordinateur.

Toutefois, l'achat d'un ordinateur n'est pas chose simple. Ce n'est pas comme l'achat d'un vêtement ou d'un livre. C'est une importante décision et il faut bien y réfléchir. Un ordinateur est un appareil coûteux et on ne peut pas le retourner au magasin en cas d'erreur!

D'abord, a-t-on vraiment besoin d'un ordinateur ? Ce n'est pas cet appareil pourtant magnifique qui fera de votre enfant un premier de classe ou lui assurera un avenir plus brillant. L'ordinateur n'est pas indispensable pour un étudiant du primaire, et même au secondaire ce n'est pas une exigence généralisée.

Pourquoi veut-on un ordinateur ? Il y a deux catégories d'acheteurs : ceux qui savent très exactement ce qu'ils recherchent et les autres qui, quoique plus avertis que par le passé, n'en ont parfois qu'une bien vague idée.

Avant de se lancer dans l'aventure informatique, il faut bien cerner ses besoins. Veux-tu un ordinateur pour les jeux, pour faire des graphiques ou des dessins, écrire des lettres ou des rapports, faire des travaux scolaires ou pour démarrer une petite entreprise ?

Plusieurs acheteurs potentiels se présentent au magasin avec des idées préconçues. Ils ont reçu maints conseils et une bonne quantité de recommandations des amis et de la famille. Un vendeur professionnel doit d'abord faire le tri de tout cela et tenir compte des besoins, des goûts et, très important, du budget du client avant de lui suggérer tel ou tel appareil, sur table ou portatif (plus cher), parfois pratique pour les étudiants à l'université qui veulent prendre des notes en classe ou travailler à la bibliothèque.

Il faut savoir qu'on peut, selon ses besoins, se contenter d'un ordinateur usagé ou même d'un appareil loué, pour quelque temps. La plupart des acheteurs optent pour un nouvel appareil. Il faut alors choisir entre un Macintosh ou un PC compatible IBM.

Encore là, ce choix dépend de ce que le client veut faire, de ses

champs d'activité ou de ses études. Un graphiste ira automatiquement vers un MAC et la personne devant gérer une base de données se tournera plutôt du côté d'un PC. Le milieu dans lequel on vit influence aussi ce choix. L'harmonisation avec ce milieu est importante. Si on travaille avec un PC au bureau, on voudra un PC à la maison. Par contre, si le MAC est l'ordinateur que l'on retrouve à l'école ou au collège, on voudra la même chose à la maison.

Les adeptes du MAC ne jurent que par celui-ci. Ceux qui ne connaissent pas le MAC n'ont d'intérêt que pour le PC. Toutefois, le MAC est plus facile à apprivoiser. « Ma nièce de cinq ans sait faire rouler un MAC », dit Benoit Lamarche, de Future Shop, à Laval. Il s'agit d'un appareil prêt à tourner aussitôt branché.

Même s'il est indéniable que l'arrivée de Windows 95 représente une nette amélioration dans le monde des PC, ce n'est, assurent plusieurs, qu'une bonne imitation de ce qu'offre le MAC depuis longtemps.

Une fois la plateforme (Apple, IBM ou autre) choisie, il faut déterminer ce que l'on veut comme logiciels, la mémoire vive que l'on désire et la capaci-

té du disque dur. La plupart des modèles de marques connues offrent maintenant des logiciels pré-installés et huit mégaoctets de mémoire vive. C'est la norme, assure-t-on. Pour ce qui est du disque dur, on parle aujourd'hui de 500 mégaoctets.

La plupart des gens qui investissent dans un premier ordinateur se procurent aussi une imprimante.

On trouve des appareils sans modem ou lecteur de CD-ROM. Toutefois, dit M. Lamarche, les nouveaux branchés veulent éviter les complications et recherchent des appareils qui offrent tout, y compris ces deux options. Un lecteur de CD-ROM est essentiel pour qui veut tirer profit du multimédia. Pour fouiner sur Internet, un modem est indispensable, avec au minimum 14 400 bauds.

Les étudiants auront besoin de quelques logiciels essentiels : traitement de texte, base de données, chiffrier et même d'un fax-modem (pour remettre leur travail en cas de tempête).

Longtemps plus chers qu'un PC, les prix des MAC sont maintenant comparables. Les prix pour PC ou MAC varient de 1500 \$ à 3500 \$. La plupart des boutiques offrent des plans de financement.

## Un ordinateur à la maison ? Pour quoi faire ?

MARIE-ANDRÉE AMIOT  
collaboration spéciale

M. Ouellette a la réputation d'être un homme bien branché. En 1951, bien avant tout le monde, il regardait la partie de hockey chez lui, sur son propre téléviseur. Et en 1983, il a été le premier parmi ses amis à se procurer un micro-ordinateur. Un TI-99 avec 16 k de mémoire. Peu importe que cela lui ait pris deux semaines pour programmer la table de deux, M. Ouellette était branché.

Depuis plusieurs mois, il songe à s'acheter un autre ordinateur pour la maison. Avec disque dur, écran couleur, une souris même. Il lit tout sur le sujet et jase beaucoup avec ceux qui s'y connaissent. Mais ses amis lui demandent : « Un ordinateur chez toi ? Pour faire quoi ? »

Habitué à penser vite, il a évidemment trouvé réponse. « Je ferai ce

que les logiciels me permettront de faire. » Et toc ! Quels logiciels ? « Des traitements de texte, des logiciels de comptabilité. Des jeux peut-être ? » S'il veut convaincre sa femme du bien-fondé d'un ordinateur domestique, il ferait peut-être mieux de s'en tenir au calcul et à l'écriture.

Mais il a raison. Les ordinateurs modernes, que ce soient des Macintosh ou des PC, sont assez simples à utiliser. Il suffit de s'y mettre pour comprendre les commandes de base, s'inscrire à quelques cours et hop, c'est parti ! Les systèmes d'exploitation, comme les DOS, Windows, OS/2 ou Mac OS, aussi élégants et publicisés soient-ils, ne servent qu'à faire tourner les logiciels. Ce sont les logiciels qui donnent un véritable sens à l'informatique.

Comme les traitements de texte



par exemple. Ces petites merveilles sont les applications bureautiques les plus vendues. On les retrouve dans presque tous les ordinateurs. Les plus connus sont le Word de Microsoft et le WordPerfect de Novell, mais il y en a des dizaines d'autres. Comment choisir celui qui convient ?

En déterminant ses besoins. En principe, tout traitement de texte a pour fonction principale de saisir... du texte, de le mettre en forme puis, de l'imprimer.

M. Ouellette souhaite pour sa part effectuer sa correspondance, immortaliser ses papiers personnels pour la postérité et peut-être mettre un peu d'ordre dans les recettes de la maison. Échanger des données avec d'autres, aussi. Il n'a probablement pas besoin d'un traitement de texte ultra performant.

La plupart des utilisateurs non plus. On estime que seulement 10 à 20 % des usagers utilisent toutes les possibilités de leur traitement de texte. Puisque M. Ouellette achète un ordinateur doté de peu de mémoire et d'un micro-processeur plutôt lent, il a choisi la voie raisonnable. Il travaillera en Word 5.0 de Microsoft en français qui lui permettra de faire toutes ces choses et plus encore, et gardera assez de place sur son disque dur pour mettre quelques jeux.

La nouvelle version de ce logiciel, le Word 6.0 est trop volumineuse et comprend des fonctions amusantes mais sans grand intérêt pour la plupart des usagers. De plus, elle ne convient pas aux antiquités qui ont plus de trois ans.

En attendant d'acheter un autre ordinateur, M. Ouellette aura donc un outil bien adapté à ses besoins. Et qui confondra les sceptiques.

Illustration : André Rivest / Graphisme : Jacques Normandin

JARDINAGE • VOYAGE • RÉNOVATION • SPECTACLE • MÉTÉO-MONDE • TRAVAIL • LOISIR • ÉVÉNEMENT • VOILE

## Inquiet de la météo ?

Nos météorologues à votre service

Frais applicables **1 900 451-4455**

Aussi par cellulaire **Bell Mobilité** (en composant # météo)

Environnement Canada La météo à la source

Environnement Canada La météo à la source

JARDINAGE • VOILE

GOLF • BBQ • CONSTRUCTION • VÉLO • MÉTÉO-MONDE • CHALET • FESTIVAL • CAMPING • RANDONNÉE